

PORTÉ DISPARU
DEPUIS QUELQUES
JOURS À
KHENCHELLA

**Belkacem
Bouali
retrouvé mort
monts
à Chélia**

Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

Jeudi 10 Decembre 2020 / N° 1011

Prix : 20 DA

Page 02

Justice

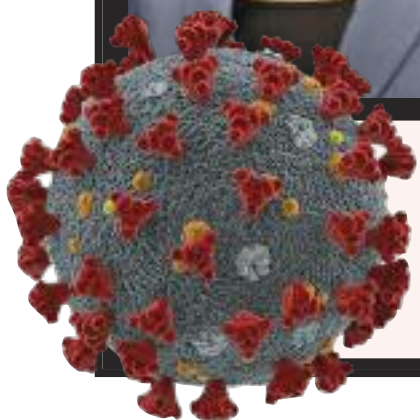
FARAOUN ET TAMAZIRT

Deux autres anciennes ministres rejoignent la prison d'El-Harrach. L'ancienne ministre de la poste et des télécommunications, Imane-Houda Faraoun, ainsi que sa collègue de l'industrie, Djamila Tamazirt, ont été mises, mardi, sous mandat de dépôt par le juge d'instruction près le Tribunal de Sidi M'hamed, à Alger. Les deux anciennes ministres sont notamment poursuivies pour des faits de corruption et de dilapidation des biens publics. Elles se trouvent à la prison d'El-Harrach.



Coronavirus:

**598 nouveaux cas, 508 guérisons et
15 décès ces dernières 24H en Algérie**



**LUTTE CONTRE
LA CORRUPTION**

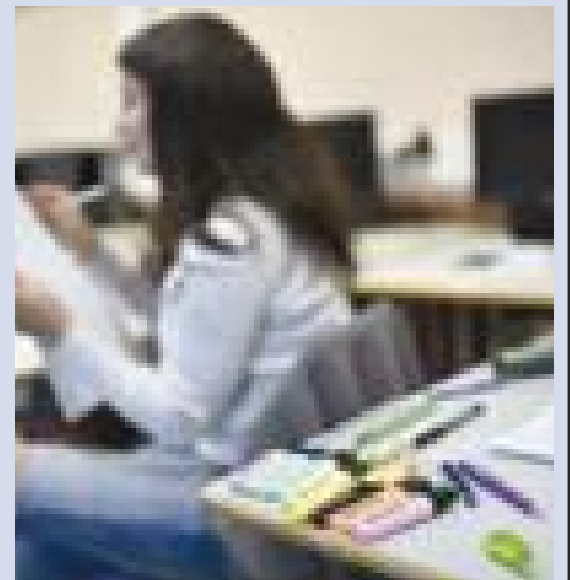
**L'APOCE ET LE FNC
LANCENT UNE
APPLICATION MOBILE**

FINANCES

**LE GOUVERNEMENT
EXAMINE DEUX PROJETS
DE DÉCRET EXÉCUTIFS**

**LES ELEVES SONT TRES
IMPACTES PAR LA COVID-19**

**Plus de 320 millions
de classes fermées
dans le monde**



Une étude mondiale récente utilisant des données de 191 pays n'a montré aucune association entre le statut scolaire et les taux d'infection à la Covid-19 dans les communautés, regrette pourtant l'Unicef.

**ENIEM
DE TIZI-OUZOU**

**Les travailleurs
expriment leurs
craintes d'un
plan social**

**Journée
internationale
de lutte contre
la corruption**

**L'ONPLC et
le PNUD pour
la célébration**

**PROJETS
AADL**

**Intensification
des visites
inopinées
sur le
terrain**

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a mis en avant son souci de suivre de près l'avancement des travaux des différents chantiers par des visites inopinées sur le terrain à travers l'ensemble des wilayas du pays.

PROJETS AADL

Intensification des visites inopinées sur le terrain

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a mis en avant son souci de suivre de près l'avancement des travaux des différents chantiers par des visites inopinées sur le terrain à travers l'ensemble des wilayas du pays.

« Le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement, Tarek Belaribi, veille à suivre personnellement l'avancement des travaux des différents projets dans toutes les wilayas du pays pour inspecter leur qualité et s'assurer du respect des délais contractuels par le maître d'œuvre, en effectuant des visites inopinées sur le terrain », a précisé un communiqué de l'AADL publié sur sa page Facebook. Dans ce cadre, M. Belaribi a inspecté, mercredi, des projets du programme de location-vente dans la wilaya de Tébesa.

Il a d'abord inspecté les travaux d'aménagement extérieur du projet de 3.000 logements à Boulhaf Dir où il a enjoint au maître d'œuvre d'accélérer la cadence en recourant à la sous-traitance, selon la même source.

Le premier responsable de l'AADL a, à cette occasion, appelé à intensifier les travaux et à pourvoir les chantiers de davantage de ressources matérielles et humaines.

Dans ce contexte, M. Belaribi a exigé de l'entreprise de réalisa-

tion davantage de rigueur dans le travail pour l'achèvement du projet dans les délais contractuels et la livraison des logements à leurs bénéficiaires dans les plus brefs délais.

Le DG de l'AADL a appelé à poursuivre la coordination entre le directeur des projets et les chefs des projets d'une part et les représentants des entreprises de réalisation d'autre part pour accélérer la cadence des travaux des projets programmés dans cette wilaya et contrôler leur qualité, précisant qu'il effectuera une autre visite sur le terrain pour s'assurer de la mise en application des instructions.

M. Belaribi s'était rendu mardi dans la wilaya de Annaba où il a rencontré les représentants des souscripteurs AADL qui ont soulevé certaines préoccupations concernant l'avancement des travaux des logements.

Il a également effectué une tournée sur le terrain des projets de type location-vente dans la wilaya d'El Tarf où il a inspecté l'avancement des travaux d'aménagement extérieur des projets de 1.000 logements dans la commune d'El Tarf et 400 unités dans la commune de Besbes.

Lors de l'inspection des travaux, le responsable a donné des instructions fermes aux entreprises de réalisation de ces deux projets pour accélérer la cadence des travaux de réalisation, respecter les normes de qualité et coordonner

avec les autorités locales pour pallier les obstacles qui entravent leur achèvement dans les délais fixés ».

Il a donné le coup d'envoi des travaux du projet de 1.026 logements, exigeant du maître d'œuvre de respecter les délais contractuels. Dans la localité de Draa Errich, le responsable a contrôlé un projet de 2000 logements et supervisé le lancement des travaux d'aménagement extérieur, à l'issue de l'ouverture, le lundi 7 décembre 2020, des plis pour le choix de l'entreprise de réalisation. M. Belaribi s'est également enquis des préparatifs pour le lancement de deux projets de 1380 logements à Draa Errich et 724 autres à El Guentra, donnant des instructions pour accélérer les études relatives à l'assiette et à l'étude géotechnique effectuée par un bureau d'études public. Toujours à El Guentra, le DG de l'AADL a inspecté l'état d'avancement des travaux de deux sites de 2000 et 1077 logements, où il a enjoint les maîtres d'œuvre d'accélérer la cadence de raccordement aux voiries et réseaux divers (VRD). Les directeurs des projets AADL programmés dans la capitale et à Boumerdes ont effectué des visites à travers certaines cités pour écouter les préoccupations des citoyens et trouver des solutions aux problèmes soulevés à propos de l'aménagement des logements.

ENIEM DE TIZI-OUZOU

Les travailleurs expriment leurs craintes d'un plan social

Les représentants des travailleurs de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou, ont exprimé, hier, leurs craintes d'un plan social (compression d'effectif) qui toucherait leur entreprise et appelé les pouvoirs publics à intervenir pour « préserver l'outil de production ». Intervenant lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'union de wilaya (UW) de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ils ont souligné « le spectre d'un plan social vers lequel se dirige l'ENIEM pour des raisons économiques, après deux périodes d'arrêt technique d'activité en une année ».

Depuis février dernier, les travailleurs de l'ENIEM « vivent un stress permanent à chaque fin du mois, quant à la perception ou pas de leurs salaires, mais aussi au devenir de leur outil de travail », dira Mouloud Ould Hadj, représentant syndical des travail-

leurs qui a remis en cause la gestion de l'entreprise par l'actuelle direction.

« Il est inconcevable d'aller vers un arrêt technique des activités en février et de se partager une prime de bénéfice entre les cadres dirigeants de l'entreprise en juin! » s'est-il exclamé. Et ce, a-t-il ajouté, « alors même que l'activité de l'entreprise était à l'arrêt pour cause de la crise sanitaire qui sévit ».

Le représentant de l'UW de l'UGTA, Kamel Limani, a, pour sa part, indiqué que « la sonnette d'alarme a été tirée depuis longtemps » quant à la situation de l'entreprise, a-t-il ajouté. Le responsable syndical a interpellé les autorités du pays à intervenir pour « sauver l'outil de travail à travers une décision idoine dont les modalités seront définies en concertation avec les travailleurs, telles que proposé lors de la visite, la semaine passée, de la commission ministérielle ».

Pour sa part, le PDG de l'entre-

prise, Djillali Mouazer, a indiqué à l'APS qu'« un plan de sauvetage de l'entreprise est en élaboration avec le groupe Elec El Djazair et le ministère de l'Industrie qui sera soumis aux banques et au ministère des Finances dans les prochains jours ».

Pour rappel, lundi dernier, la direction de l'ENIEM avait annoncé « un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois (du 01 au 31 décembre) » pour cause de « contraintes financières » et « rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production ». Un arrêt technique qui s'accompagne d'aménagements financiers à hauteur de 80 % du salaire pour les travailleurs qui percevront leurs salaires de base augmentés de l'indemnité d'expérience professionnelle ainsi que du maintien des primes et indemnités à caractère familial telle l'indemnité pour salaire unique (ISU), durant cette période.

Justice

Faraoun et Tamazirt en détention provisoire

Deux autres anciennes ministres rejoignent la prison d'El-Harrach. L'ancienne ministre de la poste et des télécommunications, Imane-Houda Faraoun, ainsi que sa collègue de l'industrie, Djamila Tamazirt, ont été mises, mardi, sous mandat de dépôt par le juge d'instruction près le Tribunal de Sidi M'hamed, à Alger. Les deux anciennes ministres sont notamment poursuivies pour des faits de corruption et de dilapidation des biens publics. Elles se trouvent à la prison d'El-Harrach. Si Houda-Imane Faraoun a été poursuivie pour des faits commis lors de son long passage comme ministre, Djamila Tamazirt est mise en examen pour des faits qui se seraient produits à la période où elle était Président-directeur générale de l'Eriad, le groupe public chargé de la production et la commercialisation de la semoule, pâtes et céréales. De fait de sa longue présence à la tête du ministère des Postes et des technologies de l'information et de la Communication, Imane-Houda Faraoun a traité de nombreux dossiers objets de controverses. C'est le cas de l'extension de la ligne de fibre optique dont une bonne partie du marché serait revenue à la famille Kouninef. Cela s'est fait au détriment de l'entreprise publique, Algérie Télécom. La justice cherche notamment à savoir si la ministre était intervenue au profit de l'entreprise Kougc, dont les propriétaires sont actuellement en prison pour d'autres affaires. L'autre dossier qui risque d'élabousser l'ancienne ministre est l'installation d'antennes-relais de télécommunications. La ministre est soupçonnée d'avoir favorisé, dans ce projet octroyé en 2018, deux entreprises appartenant à aux Haddad et aux Kouninef. Cela devait consister notamment à installer des pylônes pour antennes qui permettent à Mobilis de renforcer son réseau de téléphonie mobile à travers toute l'Algérie. Les deux entreprises ont engrangé des contrats de 3 jusqu'à 4 milliards de Da, à savoir près de 25 millions d'euros, par an. A cela s'ajoute l'octroi, par la ministre, d'un avenant pour l'installation de l'entreprise Kouninef, de cabines téléphoniques. « La justice reproche à l'ancienne ministre d'avoir indûment agi pour défendre un contentieux lié à un marché octroyé aux Kouninef et d'avoir pesé de toute son autorité pour que cette entreprise aille jusqu'au bout du marché avec Algérie Télécom pour l'installation des cabines téléphoniques », rapporte le quotidien Liberté qui précise, en se référant à des sources proches du dossier, que « les enquêteurs se sont notamment intéressés aux modalités d'octroi dudit marché, aux clauses du contrat qui avait lié Algérie Télécom aux Kouninef mais, surtout, aux irrégularités qui avaient émaillé les procédures d'octroi dudit marché et l'intervention de la ministre pour blanchir les Kouninef ». Quand à Djamila Tamazirt, la justice la soupçonne d'avoir notamment signé des contrats douteux avec des minoteries lors qu'elle était à la tête de Eriad Alger. Des irrégularités sont également soupçonnées dans la passation de marchés d'importations de céréales. Les avocats des deux ministres ont fait appel de cette incarcération.

Lutte contre la corruption L'Apoce et le FNC lancent une application mobile

La lutte contre la corruption sera désormais une affaire aisée. Il suffira de son connecter via le mobile pour dénoncer cet acte délictueux. C'est ce qu'a annoncé, hier, le président de l'Organisation APOCE (Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement) et président du Forum national de la citoyenneté (FNC), Mustapha Zebdi qui a fait état d'un projet de lancement d'une application électronique permettant aux citoyens de signaler toute affaire de corruption via leurs Smartphones. L'APOCE et le FNC s'apprêtent à lancer, au cours des quelques prochaines semaines, une application électronique au profit des citoyens permettant de soulever leurs préoccupations et doléances », a précisé M. Zebdi en marge d'une rencontre organisée par l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC) au Centre international des conférences (CIC), à l'occasion de la célébration de la journée internationale de lutte contre la corruption. Et d'ajouter que ladite application inclut également "une rubrique consacrée au signalement des affaires de corruption pour les soumettre ensuite aux juridictions compétentes". Elaborée en coordination avec l'ONPLC et les corps de sécurité spécialisés, l'application vise "à répandre le sentiment de sérénité" parmi les citoyens et surmonter la crainte d'aller signaler directement ces crimes aux organes de sécurité, de même qu'elle permettra "de relever le nombre d'affaires de corruption signalées". Ces signalements "seront triés et soumis directement aux autorités compétentes" pour prendre les mesures nécessaires, a assuré le président de l'APOCE. Dans le même contexte, M. Zebdi a affirmé que « le changement souhaité en matière de lutte contre la corruption a déjà été amorcé grâce à une réelle volonté politique traduite en des mécanismes et organes ayant été activés à cet effet, appelant la société civile à « s'engager dans cette noble démarche », à « élargir sa base et à interagir avec les citoyens pour leur association aux efforts de lutte contre la corruption ». A cet égard, le président du FNC a salué la mise en place du Réseau national pour l'intégrité en tant que mécanisme d'appui à la société civile dans la lutte et la prévention contre la corruption, soulignant qu'il « contribuera à l'implication du citoyen dans l'édification de l'Algérie nouvelle ». Ce réseau qui rassemblera « l'élite de la société civile et les acteurs du domaine de la lutte contre la corruption » contribuera à « former la société civile en matière d'observation des pratiques et affaires de corruption », a-t-il soutenu.

P.M

PORTÉ DISPARU DEPUIS QUELQUES JOURS À KHENCHELLA

Belkacem Bouali retrouvé mort sur les monts Azrou à Chélia

Le cadavre de Belkacem Bouali porté disparu depuis plusieurs jours a été retrouvé hier sur les montagnes Azrou dans la commune de Chélia (wilaya de Khenchela) par les éléments de la protection civile, a indiqué la cellule de communication de la direction de wilaya de ce corps constitué. Après quatre jours de recherches ininterrompues, Belkacem

Bouali âgé de 66 ans a été retrouvé inanimé puis évacué vers l'établissement public hospitalier de Kaïs où le médecin de garde a constaté le décès en attendant son examen par le médecin légiste, a précisé la même source. La direction de la protection civile a constitué dimanche passé une équipe de 45 agents et 4 officiers qui ont procédé en compagnie des éléments

de la gendarmerie nationale, de citoyens et élus des deux communes de Chélia et Taouzianet à des actions de ratissage dans la région à la recherche de Belkacem Bouali qui, atteint de la maladie d'Alzheimer, avait quitté jeudi le domicile familial dans le village Boukhecha dans la commune de Chélia.

Saïd Sadia

LES ELEVES SONT TRES IMPACTES PAR LA COVID-19

Plus de 320 millions de classes fermées dans le monde

● Une étude mondiale récente utilisant des données de 191 pays n'a montré aucune association entre le statut scolaire et les taux d'infection à la Covid-19 dans les communautés, regrette pourtant l'Unicef.

Le Fonds des Nations-unies pour l'enfance (Unicef) a appelé les gouvernements à donner la priorité à la réouverture des écoles, à prendre toutes les mesures possibles pour rendre les salles de classe aussi sûres que possible et à éviter les fermetures d'écoles à l'échelle nationale. Le nombre d'enfants touchés par les fermetures d'écoles en raison de la pandémie de Covid-19 a grimpé de 38% en novembre, mettant à rude épreuve les progrès d'apprentissage et le bien-être de 90 millions d'élèves supplémentaires dans le monde. En effet, l'Unicef a mis en garde contre les dommages continus à l'apprentissage des enfants et à leur bien-être. Selon les données recueillies par l'Organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), les salles de classe de près d'un écolier sur cinq dans le monde, soit plus de 320 millions de classes, étaient fermées au 1^{er} décembre, soit une augmentation de près de 90 millions en un mois. En revanche, le mois d'octobre a vu le nombre d'écoliers touchés par les fermetures d'écoles diminuer de près de trois fois. Les preuves montrent que les écoles ne sont pas les principaux moteurs de cette pandémie, selon Robert Jenkins, responsable de l'éducation mondiale de l'Unicef. « Malgré tout ce que nous avons appris sur la Covid-19, le



rôle des écoles dans la transmission communautaire et les mesures que nous pouvons prendre pour assurer la sécurité des enfants à l'école, nous allons dans la mauvaise direction et y allons très rapidement », déplore Robert Jenkins. « Les preuves montrent que les écoles ne sont pas les principaux moteurs de cette pandémie. Pourtant, nous assistons à une tendance alarmante selon laquelle les gouvernements ferment à nouveau les écoles comme premier recours plutôt que comme dernier recours », explique M. Jenkins. « Dans certains cas, cela se fait à l'échelle nationale, plutôt que communauté par communauté, et les enfants

continuent de souffrir des effets dévastateurs sur leur apprentissage, leur bien-être mental et physique et leur sécurité », ajoute-t-il.

Les craintes de L'Unicef

Lorsque les écoles ferment, les enfants risquent de perdre leur apprentissage, leur système de soutien, leur alimentation et leur sécurité. Les enfants les plus marginalisés - qui sont les plus susceptibles d'abandonner complètement l'éducation - en payant le prix le plus lourd. Alors que des millions d'enfants sont privés de leurs salles de classe depuis plus de neuf mois, et que

beaucoup d'autres revivent le bouleversement des fermetures, l'Unicef craint que trop d'écoles ne ferment inutilement leurs portes et que l'accent n'a pas été suffisamment mis sur la prise des mesures nécessaires pour protéger les établissements scolaires de la Covid-19. Une étude mondiale récente utilisant des données de 191 pays n'a montré aucune association entre le statut scolaire et les taux d'infection à la Covid-19 dans les communautés. Avec peu de preuves que les écoles contribuent à des taux plus élevés de transmission, l'Unicef exhorte les gouvernements à donner la priorité à la réouverture des écoles et à prendre

toutes les mesures possibles pour les rendre aussi sûres que possible. Les plans de réouverture des écoles doivent inclure l'élargissement de l'accès à l'éducation, y compris l'apprentissage à distance, en particulier pour les groupes marginalisés, souligne l'agence onusienne, insistant également pour que les systèmes éducatifs soient également adaptés et construits pour résister aux crises futures. Les avantages de maintenir les écoles ouvertes l'emportent largement sur les coûts de fermeture. Le cadre de l'Unicef pour la réouverture des écoles, publié conjointement avec l'Unesco l'Agence des Nations-unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Banque mondiale, offre des conseils pratiques aux autorités nationales et locales. Les lignes directrices se concentrent sur la réforme des politiques, les besoins de financement, des opérations sûres, l'apprentissage compensatoire, le bien-être et la protection et les services aux enfants les plus marginalisés. « Ce que nous avons appris sur la scolarisation à l'ère de la Covid est clair : les avantages de maintenir les écoles ouvertes l'emportent largement sur les coûts de fermeture, et les fermetures d'écoles à l'échelle nationale devraient être évitées à tout prix », estime M. Jenkins.

Nadine Oumakhlouf

L'OMM A LANCE UNE CAMPAGNE CONTRE LE TABAGISME

Aider 100 millions de personnes à arrêter de fumer

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de lancer une campagne mondiale pour « s'engager à arrêter de fumer ». Cette nouvelle campagne de l'OMS pour l'arrêt du tabac a été lancée en utilisant l'application WhatsApp et une publication intitulée « Plus de 100 raisons d'arrêter de fumer ». Selon l'agence sanitaire mondiale de l'ONU, cette initiative contribuera ainsi à créer « des environnements plus sains et plus propices à l'arrêt du tabac ». La campagne préconise des politiques de sevrage tabagique fortes, d'améliorer l'accès aux services de sevrage ou sensibiliser aux tactiques de l'industrie du tabac. L'OMS entend aussi donner aux consommateurs de tabac les moyens de réussir leurs tentatives d'arrêt grâce à ses initiatives « quittons et gagnons ». Dans le monde, quelques 780 millions de personnes disent vouloir arrêter de fumer, mais seulement le tiers d'entre elles ont accès aux moyens qui peuvent les aider à le faire. En collaboration avec ses partenaires, l'OMS fournira donc aux personnes les outils et les ressources nécessaires pour réussir leur tentative d'arrêt de fumer. « Des millions de personnes dans le monde veulent arrêter de fumer », a rappelé le Dr Ruediger Krech, directeur de la promotion de la santé à l'OMS, affirmant que « nous devons saisir cette occasion et investir dans des services pour les aider à réussir, tout en exhortant chacun à se défaire de l'industrie du tabac et de ses intérêts ». Dans le cadre de cette campagne, des outils d'aide à l'arrêt de la cigarette, tant au niveau mondial que régional, seront mis en place 24/7, l'agent de santé numérique de l'OMS sera disponible pour aider les gens à arrêter de fumer. Cette permanence est offerte dans



un premier temps en anglais et le sera bientôt en arabe, en chinois, en français, en russe et en espagnol. Afin de créer des environnements propices à l'arrêt du tabac, l'agence onusienne a également travaillé avec des partenaires et des pays du monde entier pour mettre en œuvre des mesures de lutte antitabac qui réduisent efficacement la demande de tabac. Dans ce combat contre le tabagisme, l'OMS créera et développera aussi des communautés numériques où les gens pourront trouver le soutien social dont ils ont besoin pour arrêter de fumer. C'est la raison pour laquelle, elle accueille favorablement les contributions des partenaires, notamment des entreprises du secteur privé comme la méthode Easyway d'Allen Carr, Amazon Web Services, Cipla, Facebook et WhatsApp, Google et Soul Machines. Plus largement, l'agence onusienne estime

qu'arrêter de fumer reste « un défi, surtout avec les pressions sociales et économiques supplémentaires qui ont suivi durant la pandémie du coronavirus ». « La pandémie de Covid-19 a conduit des millions de fumeurs à dire qu'ils veulent arrêter de fumer », fait valoir l'OMS, qui ajoute que la campagne soutiendra au moins 100 millions de personnes qui tentent d'arrêter de fumer par l'intermédiaire de communautés d'arrêt du tabac.

La cigarette tue 8 millions de personnes par an !

« Le tabagisme tue 8 millions de personnes par an, mais si les fumeurs ont besoin de plus de motivation pour arrêter de fumer, la pandémie constitue la bonne incitation », a déclaré le directeur général de l'OMS, Te-

dros Adhanom Ghebreyesus. Au début de l'année, l'OMS a publié un dossier scientifique montrant que les fumeurs courent un risque plus élevé de développer une maladie grave et de mourir à cause de la Covid-19. Le tabac est également un facteur de risque majeur pour les maladies non transmissibles comme les maladies cardiovasculaires, le cancer, les maladies respiratoires et le diabète. De plus, les personnes qui vivent avec ces maladies sont plus vulnérables aux formes de Covid-19 graves. Dans ces conditions, l'OMS appelle tous les gouvernements à faire en sorte que leurs citoyens aient accès à des conseils succincts, à des lignes téléphoniques gratuites pour l'arrêt du tabac, à des services mobiles et numériques d'aide à l'arrêt du tabac, à des thérapies de substitution de la nicotine et à d'autres outils qui ont fait leurs preuves. « Des services efficaces offerts pour cesser de fumer améliorent la santé, sauvent des vies et permettent d'économiser de l'argent », insiste l'agence onusienne. Dans le cadre de cette campagne numérique, l'accent sera mis sur les pays à forte charge où vivent la majorité des consommateurs de tabac dans le monde. Parmi les pays ciblés par la campagne figurent la Jordanie, l'Iran, le Pakistan, le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, le Suriname, le Viet Nam et Timor-Leste. La campagne de sensibilisation sera également menée dans certains pays européens (Allemagne, Pologne, Turquie, Russie et Ukraine) et dans les Amériques (Brésil, Mexique, et Etats-Unis). Sur le continent africain, l'Éthiopie, le Nigeria et l'Afrique du Sud font partie du lot des pays ciblés.

Nadine Oumakhlouf

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

l'Algérie a réalisé plusieurs acquis en 2020 (président de l'ONPLC)

L'Algérie a réalisé cette année plusieurs "acquis" dans la promotion de la démocratie participative, la consécration de l'Etat des institutions et le renforcement des capacités des organes de lutte contre la corruption, a indiqué mercredi à Alger le président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), Tarek Kour.

Dans une allocution à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de lutte contre la corruption (9 décembre) au Centre international de conférences (CIC), en présence du conseiller du Président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté

nationale à l'étranger, Nazih Beramdane, du conseiller du Président de la République, chargé des affaires sécuritaires et militaires, Abdelaziz Medjahed, et de la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Blerta Aliko, M. Kour a précisé que cette célébration "est marquée cette année en Algérie par la réalisation de plusieurs acquis dans la promotion de la démocratie participative, la consécration de l'Etat des institutions et le renforcement des capacités des organes de lutte contre la corruption, au titre de la nouvelle Constitution".

En effet, "la Loi fondamentale



comprend des dispositions qui reflètent l'engagement de l'Algérie à l'égard des conventions internationales en matière de prévention et de lutte contre la corruption, tel que stipulé dans son préambule", a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que l'amendement constitutionnel "a renforcé la place et les capacités des organes de lutte contre la corruption, notamment à travers la création de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption en tant qu'instance de contrôle à laquelle la Constitution a conféré la mission de contribuer au renforcement des capacités des acteurs de la société civile engagés dans la lutte contre la corrup-

tion".

L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption s'emploie à "trouver les mécanismes nécessaires à la consécration et à l'opérationnalisation du rôle de la société civile dans la prévention et la lutte contre la corruption", d'où le lancement du projet de Réseau national pour l'intégrité (RNI), a fait savoir le responsable.

Dans ce cadre, l'ONPLC a choisi, cette année, de célébrer la Journée internationale de lutte contre la corruption par l'organisation d'une visioconférence sur le thème "Le Réseau national pour l'intégrité (RNI), mécanisme d'appui au rôle de la société civile

dans la prévention et la lutte contre la corruption", a dit M. Kour.

Selon lui, la création de ce réseau est "la première initiative du genre depuis la ratification par l'Algérie de la Convention des Nations Unies contre la corruption".

Lancée par l'ONPLC lors d'une rencontre avec des représentants de la société civile, le 5 octobre dernier, l'initiative a été "très bien accueillie".

Ce projet vise à "soutenir la participation de la société civile dans la promotion de l'intégrité et la lutte contre la corruption, en développant ses capacités et en le dotant des outils nécessaires".

De surcroît, l'activité du RNI sera axée sur "la promotion des actions de sensibilisation, la formation contre les dangers de la corruption, ainsi que sur le soutien du rôle de la société civile comme dispositif de vigilance et d'alerte à travers des mécanismes efficaces pour signaler toute corruption et protéger les lanceurs d'alerte".

Dans un autre contexte, le président de l'ONPLC a passé en revue les objectifs de l'avant-projet de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption 2021-2025, citant notamment "la promotion de la culture anticorruption au sein de la société, la consolidation de la démocratie participative et du

contrôle sociétal dans la gestion des affaires publiques, la relance du rôle du mouvement associatif, l'implication des médias et l'encouragement de tout signalement de corruption".

"Les efforts de lutte contre la corruption ne peuvent être couronnés de succès que par la conjugaison des efforts et la coordination entre les différents acteurs", a souligné M. Kour, affirmant que son Organe "aspire à un partenariat plus efficace et plus complémentaire avec les organisations de la société civile".

"La lutte contre la corruption requiert, en cette phase décisive, de faire montre de responsabilité et d'œuvrer à la réalisation des objectifs escomptés, à savoir l'instauration de l'état de droit, le renforcement de la confiance citoyen-institutions, la réhabilitation de l'échelle des valeurs nationales à l'ombre d'une nouvelle Algérie anticorruption", a-t-il conclu.

Cette rencontre animée par des experts nationaux et internationaux et à laquelle prennent part des représentants de la société civile et d'instances gouvernementales, vise l'échange d'informations, de success-stories et des meilleures pratiques autour des outils de promotion de la coopération avec les organisations de la société civile tout en créant des canaux pour rester en contact.

MGR HENRI TEISSIER

Début du cérémonial funéraire à la Basilique Notre Dame d'Afrique à Alger

L'e cérémonial religieux à la mémoire de l'ancien archevêque d'Alger, Monseigneur Henri Teissier, décédé le 1er décembre, a débuté mercredi matin à la Basilique Notre Dame d'Afrique à Alger par de vibrants hommages de citoyens de différentes confessions, de religieux et d'officiels. Dès 9h00, de nombreux citoyens, Algériens, Français et autres, se sont relayés, dans un profond recueillement, devant la dépouille du défunt, exprimant leur profonde compassion ainsi que leur attachement aux valeurs de fraternité et du vivre-ensemble prônées et défendues, sans relâche, par le religieux franco-algérien. De vibrants témoignages et de pieuses pensées ont également été adressés au défunt et consignés dans le Livre d'or destiné à cet effet, aussi bien par des Musulmans que par des Chrétiens, tous adeptes de son message d'amour, de paix et de tolérance. Un hommage officiel sera rendu, à partir de 11 heures, au défunt à l'intérieur de la Basilique, par des officiels algériens et des représentants de l'Eglise. Selon le programme annoncé par l'Archevêché d'Alger, la cérémonie religieuse prévoit, de 12h à 15h 45, la poursuite du recueillement devant la dépouille et la signature du Livre d'or, mais également la rencon-

tre avec les membres de la famille Teissier, les quatre évêques d'Algérie et des membres de l'Eglise. Afin de permettre aux personnes n'ayant pu assister au déroulé de la cérémonie religieuse à l'intérieur de la basilique, une diffusion directe est programmée sur la page Facebook de l'église (<https://www.facebook.com/notredameafrique>) ainsi qu'une retransmission à la cour de la basilique via des hauts parleurs. La cérémonie religieuse devra prendre fin autour de 16h00 par la mise en terre de la dépouille du défunt, dans l'intimité, dans la Chapelle Sainte Monique de la Basilique où il reposera, désormais, aux côtés du Cardinal Duval. Il sera possible, les jours suivants, de se recueillir sur la tombe du père Teissier pendant les heures d'ouverture de la Basilique, avait informé l'Archevêché d'Alger.

La dépouille de Mgr Teissier, décédé dans la ville française de Lyon (Oran) où il naquit il y a 91 ans, est arrivée mardi en début d'après-midi à l'aéroport international Houari Boumediène d'Alger. A 17h00, une cérémonie religieuse a eu lieu à la Basilique Notre-Dame d'Afrique, également suivie en direct sur la page Facebook de la Basilique et par haut parleur depuis l'esplanade de cette dernière.

Dimanche, une messe funéraire

a été organisée à la Cathédrale Saint-Jean-Baptiste de Lyon à sa mémoire, durant laquelle l'ambassadeur d'Algérie en France, Mohamed Antar Daoud avait soutenu que le défunt était pasteur d'un christianisme "généreux, humaniste, rassembleur et respectueux".

Il a également relevé que l'Algérie perd, en Mgr Teissier, un de "ses dignes fils", le qualifiant d'"inlassable berger de la foi catholique chrétienne, épris d'humanité et pour qui les hommes, quels qu'ils soient, d'où qu'ils proviennent, étaient d'égale valeur". Et de rappeler "le combat de toute une vie" qu'il mena pour le rapprochement des grandes religions monothéistes que sont le Christianisme et l'Islam.

Adeptes de la pensée de Saint Augustin, le numide philosophe et théologien universel, Mgr Teissier a choisi d'obtenir la nationalité algérienne, dès 1966, tant il vouait un attachement passionnel à l'Algérie qu'il a œuvré à défendre dans différentes circonstances, notamment durant ses moments les plus difficiles. Ordonné prêtre pour le Diocèse d'Alger en 1955, il est nommé Evêque d'Oran par le Pape Paul VI en 1972, avant de devenir Archevêque d'Alger en 1988.

AMEL.J

CLIMAT

Vers un réchauffement de 3 degrés (ONU)



L'e monde se dirige toujours vers un réchauffement climatique de plus de 3 C en dépit de la baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES) due à la pandémie de Covid-19, a averti mercredi l'ONU. Après avoir atteint un record en 2019, les émissions de gaz à effet de serre (GES) vont baisser d'environ 7% en 2020 avec la mise à l'arrêt d'une partie de l'économie mondiale face à la crise sanitaire, mais cela n'aura qu'un effet "négligeable" à long terme sur le changement climatique, selon un rapport du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE).

A trois jours d'un "sommet ambition climat" qui vise à donner un nouvel élan aux engagements internationaux pour maintenir le réchauffement climatique sous 2 C, et si possible 1,5 C, par rapport à l'ère pré-industrielle, le PNUE sonne à nouveau l'alarme.

Pour garder un espoir de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 C il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 7,6% par an, chaque année de 2020 jusqu'à 2030, selon l'ONU. Ces émissions augmentaient en moyenne de 1,5% par an sur la dernière décennie, pour atteindre un record en 2019 (59,1 gigatonnes, ou milliards de tonnes, soit +2,6% de plus qu'en 2018).

Mais la pandémie de Covid-19, en mettant à l'arrêt pendant de longs mois une bonne partie de l'économie mondiale et des activités humaines, a entraîné une chute brutale. Les émissions devraient ainsi baisser d'environ 7% en 2020 pour le CO2, principal gaz à effet de serre (un peu moins pour les autres).

TRANSPORT MARITIME

GATMA compte acquérir six navires pour le transport des céréales

Le Groupe algérien de transport maritime (GATMA) compte acquérir six navires pour le transport des céréales afin d'accroître sa part en cette matière contrôlée par des sociétés étrangères, a indiqué, mardi le président directeur général du Groupe, Smain Larbi Ghomri lors de son audition par la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Le Pdg de GATMA a évoqué, lors de cette séance, "l'acquisition de six navires pour le transport des céréales avec l'élaboration d'un projet pour acquérir des porte-conteneurs en vue de se lancer dans la forte compétition imposée par les sociétés étrangères", lit-on dans un communiqué de l'APN.

Le Groupe GATMA avait tracé un objectif pour atteindre 25 % dans le domaine du transport des céréales d'ici à 2025, mais il n'a réalisé qu'à un taux oscillant entre 4 et 5 % en raison du monopole sur ce marché, arappelé le Pdg.

En 2014, le groupe a procédé au renouvellement de sa flotte à travers un budget affecté par l'Etat pour acquérir 25 navires. A ce jour, "10 navires ont été acquis et un seul pour le transport des voyageurs, ce qui a permis de renouveler toute la flotte de la compagnie de navigation maritime", ajoute la même source.

Selon M. Ghomri, toutes ces réalisations entrent dans le cadre de l'octroi à la flotte algérienne l'opportunité pour qu'elle soit un transporteur maritime pour près de 25 % des exportations et des importations hors hydrocarbures, ainsi que des campagnes publicitaires pour mettre en évidence les avantages et les services proposés



par les sociétés algériennes dans le domaine du transport maritime. Concernant la situation financière des sociétés du Groupe, le Pdg de GATMA a souligné qu'elle est affectée depuis 2016 à cause de la réduction de l'importation et de la pandémie de la COVID-19, à l'origine "du recul du chiffre d'affaires de près de 50 %".

Le Pdg a soulevé la question du manque de la main d'oeuvre qualifiée à une limite qui a incité à faire appel aux retraités, indiquant que les exigences du marché pour la main d'oeuvre maritime spécialisée "sont conséquentes", compte tenu du manque de la formation au regard de l'existence d'une seule école pour la formation dans ce domaine à savoir celle de Bou Ismail à Tipaza d'une capacité d'accueil de 60 étudiants/an.

Ce problème s'est accentuée après que d'autres sociétés ont attiré plusieurs cadres pour des avantages meilleurs, a poursuivi le même responsable qui a mis en avant "l'impératif de renforcer les capacités de formation et d'ouvrir de nouvelles écoles spécialisées". Le GATMA a été créé en 2016 après restructuration des holdings relevant du secteur du transport

maritime, et qui ont été fusionnés dans une seule société chargée de la gestion du transport maritime, de la maintenance et de l'industrie maritime et des services.

Le groupe en question comprend six sociétés, dont deux spécialisées dans le transport maritime de marchandises et deux autres dans le domaine des services maritimes, en sus d'une (1) société dans le transport des voyageurs et un autre dans la maintenance maritime et la construction de navires.

SNTF: 14 Mds Da de déficit jusqu'au mois de septembre

Lors de son exposé devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Karim Ayache a relevé les dommages causés par la pandémie du coronavirus à la société. Le Président Directeur général (P-Dg) a fait savoir, dans ce sens, que la SNTF a enregistré un déficit de 14 Mds Da lors des 9 premiers mois de 2020, soulignant que la société continue d'assurer

le transport de marchandises selon le programme tracé.

La suspension du transport des voyageurs depuis mars 2020 a accordé plus de temps à la SNTF pour préparer la reprise de l'activité et ce à travers le respect du protocole sanitaire adopté, a-t-il expliqué.

Il a affirmé, par ailleurs, que la société s'attelle à l'élaboration d'un plan stratégique axé sur trois niveaux. Le premier niveau concerne le diagnostic de la situation de la SNTF et les obstacles auxquels elle fait face afin de réaliser ses anciens objectifs, tandis que le deuxième niveau porte sur le choix stratégique et l'orientation devant être adoptée en vue de développer le transport ferroviaire durant deux étapes, à savoir l'étape actuelle (2020-2025) et prochaine (2025-2030).

Quant au 3e niveau, il définit les modalités de mise en œuvre du plan adopté sur le terrain.

Insistant sur l'impératif réexamen de la relation entre la SNTF et l'Etat en ce qui concerne la subvention dans le cadre de la maintenance des infrastructures, le même responsable a relevé les difficultés financières de la SNTF concernant le service de maintenance, ce qui risque d'avoir des incidences négatives sur la circulation des trains, et par conséquent

accuser un retard dans les horaires de départ et d'arrivée.

A ce propos, il a fait état de 250 accidents au niveau des infrastructures d'où l'annulation du lancement de 919 trains depuis 2019, ajoutant que les voyages qui sont arrivés à temps n'ont pas dépassé les 20%.

S'agissant du transport des mar-

chandises, M. Ayache a fait savoir que le futur plan se focalise sur l'opération de se diriger vers le client, citant l'exemple de quelques contrats dont la préparation est en cours avec la compagnie « Tosayli » pour avoir l'exclusivité de transporter sa marchandise au niveau national..

Il a également dévoilé un plan d'action en partenariat avec le groupe de gestion des ports pour l'ouverture de ligne ferroviaire au niveau des ports à commencer par ceux d'Annaba, Skikda, Djen Djen et Oran.

Par ailleurs, le DG a rappelé l'adoption d'un plan visant le développement de transport ferroviaire périurbain dans les grandes villes d'une enveloppe financière de 124 mds da destinée également à l'acquisition de nouveaux wagons, à la promotion du transport des hydrocarbures et à la réalisation d'une deuxième ligne ferroviaire liant l'Est à l'Ouest du pays passant par les hauts plateaux outre l'ouverture de nouvelles lignes vers les wilayas du Sud.

Présidée par Chabane Louaar, président de la Commission des transports et télécommunications, cette séance s'inscrit dans le cadre des rencontres organisées par cette commission pour auditionner les directeurs de certaines institutions vitales en matière de transport en Algérie et ce, dans le cadre des missions législatives et de contrôle de l'APN De son côté M. Louaar a indiqué que l'audition des exposés sur les situations financières et économiques des institutions des transports faisait partie des intérêts de la Commission notamment en cette conjoncture sanitaire.

T.U

AGRICULTURE

M. Hemdani et l'ambassadeur de Suisse examinent les perspectives de coopération bilatérale

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, a reçu, au siège du ministère, l'ambassadeur de Suisse en Algérie, Lukas Rosenkranz, avec lequel il a examiné les perspectives de coopération et de partenariat entre l'Algérie et la Suisse dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette audience qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère, les deux parties ont relevé "une réelle volonté pour le renforcement des relations bilatérales et l'intensification des opportunités de coopération dans le domaine de l'agriculture, notamment en ce qui concerne le transfert de l'expérience technique, de technologie et de formation, outre la valorisation des produits agricoles", note la source.

M. Hemdani a présenté un exposé sur les principaux axes contenus dans la feuille de route du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, tirée du programme du président de la République, Abdelmadjid Teb-



bonne, et qui vise l'augmentation de la production et de la productivité, particulièrement dans les filières stratégiques, en sus du développement de l'agroalimentaire à même de réduire les importations.

Il a souligné, en outre, d'autres axes relatifs à la valorisation de la production agricole et la présence du cadre réglementaire spécifique à l'étiquetage des produits agricoles, outre l'intérêt porté au développement de l'agriculture biologique grâce à la création d'une direction chargée de ce domaine.

Le ministre a mis en avant égale-

ment les incitations offertes aux investisseurs nationaux et étrangers pour la réalisation d'investissements fructueux ainsi que la position stratégique de l'Algérie dans le marché africain.

Pour sa part, M. Rosenkranz a proposé plusieurs domaines de partenariat entre les deux pays dans le secteur agricole, notamment de tirer profit de l'expérience de la Suisse concernant l'organisation de coopératives, outre la formation en matière de la production laitière et l'organisation de concours de produits locaux en Algérie.

A.Z

Les cours du pétrole hésitent, les investisseurs surveillant la demande

Les cours du pétrole ont évolué en dents de scie pour terminer en ordre dispersé, les investisseurs restant attentifs à la propagation du Covid-19 et aux restrictions mises en place dans le monde, en attendant une reprise de la demande avec l'arrivée des vaccins. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a gagné 0,10% ou 5 cents par rapport à la clôture de lundi, à 48,84 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de janvier a lâché 0,3% ou 16 cents à 45,60 dollars. Ces niveaux de prix sont cependant assez élevés pour 2020, le Brent ne restant pas si loin de la barre symbolique des 50 dollars le baril qu'il a frôlée vendredi, à 49,92 dollars, une première depuis le 6 mars. "Le pétrole est techniquement toujours dans une tendance haussière et pour atteindre le prochain niveau, il aura besoin de l'aide des raffineurs américains", dont la cadence devrait s'accélérer, estime Phil Flynn, de Price Futures Group, à la veille de la publication hebdomadaire des stocks américains de brut mercredi. Selon les estimations moyennes des analystes, les stocks américains d'or noir devraient montrer une baisse de 1,2 million de barils et la capacité d'utilisation des raffineries augmenter de 0,6% à 78,8%. Les cours du brut sont restés tiraillés "entre la morosité immédiate et la perception d'un avenir meilleur", a estimé pour sa part Tamas Varga, analyste de PVM, soulignant que le Covid-19 "continue de se propager", une menace sérieuse pour la demande et les capacités de stockage à très court terme. Malgré les perspectives que font miroiter les campagnes de vaccinations massives contre le Covid-19, la situation actuelle reste préoccupante, notamment aux Etats-Unis. Plus de 20 millions de personnes vivant en Californie du Sud sont par exemple de nouveau soumises à un confinement depuis lundi pour alléger la pression sur les hôpitaux. Avtar Sandu, de Phillip Futures, pointe aussi "l'intensification des tensions entre les Etats-Unis et la Chine" comme facteur du recul des prix du brut alors que les Etats-Unis ont annoncé lundi de nouvelles sanctions contre Pékin.

PROJETS AADL

Intensification des visites inopinées sur le terrain pour suivre l'avancement des travaux



L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a mis en avant son souci de suivre de près l'avancement des travaux des différents chantiers par des visites inopinées sur le terrain à travers l'ensemble des wilayas du pays.

"Le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement, Tarek Belaribi, veille à suivre personnellement l'avancement des travaux des différents projets dans toutes les wilayas du pays pour inspecter leur qualité et s'assurer du respect des délais contractuels par les maître d'œuvre, en effectuant des visites inopinées sur le terrain", a précisé un communiqué de l'AADL publié sur sa page Facebook.

Dans ce cadre, M. Belaribi a inspecté, mercredi, des projets du programme de location-vente dans la wilaya de Tébéssa. Il a d'abord inspecté les travaux d'aménagement extérieur du projet de 3.000 logements à Boulhaf Dir où il a enjoint au maître d'œuvre d'accélérer la cadence en recourant à la sous-traitance, selon la même source.

Le premier responsable de l'AADL a, à cette occasion, appelé à intensifier les travaux et à pourvoir les chantiers de davantage de ressources matérielles et humaines.

Dans ce contexte, M. Belaribi a exigé de l'entreprise de réalisation davantage de ri-

gueur dans le travail pour l'achèvement du projet dans les délais contractuels et la livraison des logements à leurs bénéficiaires dans les plus brefs délais.

Le DG de l'AADL a appelé à poursuivre la coordination entre le directeur des projets et les chefs des projets d'une part et les représentants des entreprises de réalisation d'autre part pour accélérer la cadence des travaux des projets programmés dans cette wilaya et contrôler leur qualité, précisant qu'il effectuera une autre visite sur le terrain pour s'assurer de la mise en application des instructions.

M. Belaribi s'était rendu dans la wilaya de Annaba où il a rencontré les représentants des souscripteurs AADL qui ont soulevé certaines préoccupations concernant l'avancement des travaux des logements. Il a également effectué une tournée sur le terrain des projets de type location-vente dans la wilaya d'El Tarf où il a inspecté l'avancement des travaux d'aménagement extérieur des projets de 1.000 logements dans la commune d'El Tarf et 400 unités dans la commune de Besbes.

Lors de l'inspection des travaux, le responsable a donné des instructions fermes aux entreprises de réalisation de ces deux projets pour accélérer la cadence des travaux de réalisation, respecter les normes de qualité et coordonner avec les autorités

locales pour pallier les obstacles qui entravent leur achèvement dans les délais fixés.

Il a donné le coup d'envoi des travaux du projet de 1.026 logements, exigeant du maître d'œuvre de respecter les délais contractuels. Dans la localité de Draa Erich, le responsable a contrôlé un projet de 2000 logements et supervisé le lancement des travaux d'aménagement extérieur, à l'issue de l'ouverture, le lundi 7 décembre 2020, des plis pour le choix de l'entreprise de réalisation.

M. Belaribi s'est également enquis des préparatifs pour le lancement de deux projets de 1380 logements à Draa Errich et 724 autres à El Guentra, donnant des instructions pour accélérer les études relatives à l'assiette et à l'étude géotechnique effectuée par un bureau d'études public. Toujours à El Guentra, le DG de l'AADL a inspecté l'état d'avancement des travaux de deux sites de 2000 et 1077 logements, où il a enjoint les maîtres d'œuvre d'accélérer la cadence de raccordement aux voiries et réseaux divers (VRD).

Les directeurs des projets AADL programmés dans la capitale et à Boumerdes ont effectué des visites à travers certaines cités pour écouter les préoccupations des citoyens et trouver des solutions aux problèmes soulevés à propos de l'aménagement des logements.

FINANCES

Le gouvernement examine deux projets de décret exécutifs

Le gouvernement a examiné, lors de sa réunion tenue sous la présidence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, deux projets de décret exécutifs fixant, respectivement, les modalités d'établissement de l'état des effectifs accompagnant le projet de loi de finances et les conditions de rétablissement de crédits.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, le premier projet de décret exécutif a pour objet de fixer les modalités d'établissement de l'état des effectifs accompagnant le projet de loi de finances de l'année.

Cet état des effectifs est consacré par la loi organique relative aux lois de finances afin de "renforcer la transparence et la

traçabilité ainsi que la justification des variations, année par année, et par palier de catégorie des effectifs, au niveau des institutions publiques et des établissements sous tutelle", explique la même source. Quant au second projet de texte, il a pour objet d'encadrer et de fixer les procédures et les conditions de rétablissement de crédits, précise le communiqué.

DGI

Poursuite de la modernisation de l'administration fiscale dans son volet numérisation

La Direction Générale des Impôts (DGI) a réaffirmé son engagement à poursuivre la mise en œuvre du programme de modernisation de l'Administration fiscale, à travers le lancement du système d'information "Jibaya'tic" dans différentes structures au niveau de plusieurs wilayas du pays. "Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme de modernisation de l'administra-

tion fiscale, dans son volet numérisation, la DGI informe l'ensemble des contribuables relevant du CDI de Biskra, du CDI de Bejaia et du CPI de Sour El Ghoulane (BOUIRA) du lancement lundi 7 Décembre 2020 du système d'information "Jibaya'tic" au niveau de ces structures", précise la DGI dans un communiqué publié sur son site web. L'administration fiscale a invité les contribuables concernés

de prendre attache avec les structures citées afin d'être informés sur les modalités d'accomplissement de leurs obligations fiscales dans le cadre de ce système. Pour rappel, la DGI avait lancé au début novembre dernier le système d'information "Jibaya'tic" au niveau du Centre Des Impôts (CDI) d'Alger-Centre et du Centre de Proximité des Impôts (CPI) d'Ain Bessam dans la wilaya de Bouira.

Production prévisionnelle de plus de 1,6 million de qx d'agrumes



Une récolte prévisionnelle de plus de 1,6 millions de qx d'agrumes (toutes variétés confondues) est attendue à Chlef, au terme de la présente campagne agricole, a-t-on appris, mercredi, auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

"Une production prévisionnelle de près de 1.629.695 qx d'agrumes est escomptée pour cette campagne 2020/2021, dans le bassin de Chlef", a indiqué, à l'APS, le chef de service de production et de soutien technique à la DSA, Youcef Boudjeltia, soulignant que cette prévision "se rapproche de la production réalisée durant la saison dernière et qui était de 1.604.000 qx d'agrumes".

Ce même responsable a signalé par ailleurs, une "légère augmentation" du verger agrumicole de la wilaya, dont la superficie est passée de 6.534 ha en 2019 à 6.662 ha cette saison, a-t-il ajouté. M. Boudjeltia a signalé qu'au titre de la présente campagne, entamée assez tardivement cette année, une surface de plus de 500 ha de variétés primeurs a été récoltée, sachant que l'opération se poursuivra jusqu'aux mois de mai et juin prochains.

Au titre des efforts de la DSA visant le rajeunissement des vergers dont le rendement a baissé, notamment ceux ayant plus de 20 ans d'âge, M. Boudjeltia a indiqué qu'une superficie de près de 1.200 ha d'agrumes, représentant un taux de 25 % du verger productif, a été concernée par cette démarche.

Les vergers d'agrumes de la wilaya de Chlef sont essentiellement concentrés dans les localités de l'Oued Fodda, Chettia, Ouled Fares, Oued Sly, Chlef et Medjadja, où les variétés "Thompson" et "Clémentine", sont prédominantes.

Finances

Le gouvernement examine deux projets de décret exécutifs

Le gouvernement a examiné, lors de sa réunion tenue hier sous la présidence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, deux projets de décret exécutifs fixant, respectivement, les modalités d'établissement de l'état des effectifs accompagnant le projet de loi de finances et les conditions de rétablissement de crédits. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le premier projet de décret exécutif a pour objet de fixer les modalités d'établissement de l'état des effectifs accompagnant le projet de loi de finances de l'année. Cet état des effectifs est consacré par la loi organique relative aux lois de finances afin de "renforcer la transparence et la traçabilité ainsi que la justification des variations, année par année, et par palier de catégorie des effectifs, au niveau des institutions publiques et des établissements sous tutelle", explique la même source. Quant au second projet de texte, il a pour objet d'encadrer et de fixer les procédures et les conditions de rétablissement de crédits, précise le communiqué.

J.M

BISKRA

18 000 personnes vaccinées contre la grippe saisonnière (DSP)

Au total, 18 000 personnes ont été vaccinées dans la wilaya de Biskra contre la grippe saisonnière, depuis le début de la campagne nationale de vaccination contre le virus de la saison en cours, a-t-on appris mercredi du chef de service de prévention de la direction de la santé (DSP), Amar Taghlissia. Ce responsable a indiqué, à ce propos, que l'opération se poursuit à travers les structures de la santé au profit des catégories ciblées, précisant que plus de 5 000 personnes âgées, près de 8 000 personnes atteintes de maladies chroniques et 500 femmes enceintes, en plus de 4000 travailleurs du secteur de la santé exerçant au sein de 17 établissements de santé, ont été vaccinés. Il a également ajouté que les doses de vaccin ont été accordées à la wilaya de Biskra en 3 quotas

par l'Institut Pasteur d'Alger, dont le dernier, reçu le week-end dernier et s'élevant à 4 500 doses, a permis de couvrir un pourcentage "important" de la demande pour le vaccin antigrippal à travers les structures de santé. Dans ce même contexte, M. Taghlissia a souligné que les services de la santé ont mobilisé 77 équipes médicales pour prendre en charge les catégories concernées par le vaccin contre la grippe saisonnière, relevant que les établissements de santé vont en recevoir des doses supplémentaires de l'Institut Pasteur, au regard des besoins de la wilaya estimés à plus de 11 000 doses additionnelles. La même source a fait savoir, en outre, que les services de la santé de la wilaya de Biskra ont enregistré cette année une demande totale pour le vaccin antigrippal dépassant les 29 000

doses, estimant, en ce sens, que les besoins en vaccin vont augmenter à mesure que les températures vont baisser. Par ailleurs, le même responsable a assuré que la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière est accompagnée d'une opération de sensibilisation quant à la similitude des symptômes entre la grippe et la Covid-19, d'où la nécessité impérieuse de consulter un médecin dès l'apparition des premiers symptômes. Pour rappel, la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière, lancée en novembre dernier, a été bien accueillie par les personnes concernées et programmées pour la vaccination, notamment les personnes âgées, les malades souffrant de pathologies chroniques et le personnel médical et paramédical.

Ouverture d'un service de phtisiologie à l'hôpital de T'kout



Un service de phtisiologie a été ouvert à l'établissement public hospitalier "chahid Aïssi Benaïssa" de la commune de T'kout (Batna), a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. La décision a été prise en marge de la visite effectuée mardi dans la daïra de T'kout par le wali Toufik Mezhoud qui a également décidé de financer par le budget de wilaya la fourniture à l'établissement d'une citerne à oxygène et le règlement de la facture des tenues de ses staffs médicaux. Après avoir écouté les préoccupations des habitants, le wali a insisté sur la nécessité d'accompagner et de prendre en charge sur le plan sanitaire les malades touchés par la silicose. L'ouverture d'un service de phtisiologie à l'EPH de T'kout (60 lits) a été une revendication des habitants de la commune connus pour leur métier de taille de la pierre responsable de la silicose contractée par plusieurs dizaines de jeunes de la localité dont nombreux en décèdent.

Ouargla

Le recueil "Tinfoussine" en variante amazighe locale enrichit la scène culturelle

Le recueil "Tinfoussine S'Tagherhrant", de contes d'Ouargla et du monde, édité en variante amazighe Ouarglie, est une œuvre littéraire qui est venue enrichir la scène culturelle amazighe en Algérie. Publié par l'auteur Khaled Benahmed Fertouni, à la maison d'édition "Anzar" (Arc en ciel en Tamazight), cette nouvelle édition comprend une panoplie de contes pour enfants puisés du patrimoine populaire local et de littérature universelle, dont celle des frères Allemand Grimm, traduits vers la variante Ouarglie-Zénète (Tagherhrant), avec une substitution des dénominations, personnages et lieux, pour rapprocher les faits du petit lecteur et les adapter à l'environnement culturel Ouargli, a expliqué à l'APS Khaled Benahmed Fertouni (psychologue de formation). "Passionné de lecture depuis l'enfance, l'idée m'est venue de contribuer, armé de la richesse littéraire et linguistique amazighe, à promouvoir la lecture en milieu des jeunes pour redonner sa place au livre en papier, dans un contexte où la scène culturelle est dominée par les nouvelles technologies, a-t-il confié. Et de poursuivre : "cette expérience s'est forgée à partir du patrimoine populaire transmis par le conteur Ouargli des années 1940, "Tahina", du Ksar d'Ouargla, que ma grand-mère m'a transmis, relatant des contes charmant aussi bien les petits que les adultes". Ces récits littéraires, en majorité allégoriques, ont une portée morale, socio-pédagogique et culturelle visant à développer les capacités cognitives du petit lecteur pour l'imprégner de modèles de littérature locale et universelle, a ajouté l'auteur. Cette publication de 140 pages est scindée en quatre chapitres, dont le premier afférent aux contes populaires Ouarglis, le deuxième à des contes de littérature universelle des frères Grimm, alors que le 3ème chapitre est dédié aux histoires du personnage populaire connu sous le sobriquet de "Djeha" et le dernier regroupe un ensemble de contes animaliers (fables). Ce recueil est la seconde publication de Khaled Benahmed Fertouni après l'édition, en 2017, d'un dictionnaire Arabe-Amazighe "Iwalen S'Tgherhrant". A.Z

BOUMERDES

Deux personnes blessées dans un carambolage entre cinq véhicules à Tidjelabine

Deux personnes ont été légèrement blessées dans un carambolage entre cinq véhicules survenu, mercredi, sur la RN 5 à hauteur de Tidjelabine (Est de Bumerdes), causant un arrêt et une perturbation de la circulation pour plusieurs heures, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la protection civile.

Selon le chargé de communication auprès de ce corps constitué, le sous-lieutenant Hocine Bouchachia, cet accident, survenu aux environs de 7H, sur le couloir en direction de la wilaya de Tizi-Ouzou, a causé des blessures légères à deux personnes (42 et 45 ans) qui ont été prises en charge au niveau du service des urgences médicales de la ville de Bumerdes.

La fluidité du trafic routier au niveau du couloir allant d'Alger vers Tizi-Ouzou en passant par Bumerdes, "s'est rétablie progressivement, suite à l'intervention des services concernés, qui ont procédé, avec l'aide des éléments de la protection civile, à l'enlèvement des véhicules accidentés", a-t-il ajouté.

Selon le sous-lieutenant Hocine Bouchachia, une autre personne (21 ans) a été blessée, suite au dérapage d'un véhicule utilitaire, aux environs de 11H, sur l'axe de l'autoroute Est-Ouest traversant la région d'Ouled Ouali, à Larbaâta (ouest de Bumerdes). La victime a été évacuée vers la polyclinique de Khemis El Khechna, où elle a reçu les soins nécessaires et sa vie est hors de danger, a-t-on précisé de même source.

TISSEMSILT

Sept communes privées d'eau à cause de coupures répétées d'électricité (ADE)

Sept communes de la wilaya de Tissemsilt sont privées d'eau potable à cause de coupures répétées du courant électrique, rapporte mercredi un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). La situation dure depuis mardi dans les communes de Tissemsilt, Ouled Bessam, Sidi Abed, Ammari, Maacem, Khemisti et Layoune, a-t-on indiqué. Les coupures répétées du courant sont causées par une panne électrique au niveau des stations de pompage du barrage de Koudiet Rosfa et du barrage de Bouzegza de Lardjem, précise le texte.

L'unité de Tissemsilt de l'ADE a rassuré que l'alimentation en eau potable (AEP) sera rétablie de manière normale et régulière après la réparation de la panne.

BATNA

Ouverture d'un service de phtisiologie à l'hôpital de T'kout

Un service de phtisiologie a été ouvert à l'établissement public hospitalier "chahid Aïssi Benaïssa" de la commune de T'kout (Batna), a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. La décision a été prise en marge de la visite effectuée mardi dans la daïra de T'kout par le wali Toufik Mezhoud qui a également décidé de financer par le budget de wilaya la fourniture à l'établissement d'une citerne à oxygène et le règlement de la facture des tenues de ses staffs médicaux.

Après avoir écouté les préoccupations des habitants, le wali a insisté sur la nécessité d'accompagner et de prendre en charge sur le plan sanitaire les malades touchés par la silicose.

L'ouverture d'un service de phtisiologie à l'EPH de T'kout (60 lits) a été une revendication des habitants de la commune connus pour leur métier de taille de la pierre responsable de la silicose contractée par plusieurs dizaines de jeunes de la localité dont nombreux en décèdent.

SADEG CONSTANTINE Des créances de plus de 1,95 milliard DA depuis janvier dernier



Le montant des factures de l'électricité et du gaz impayées par les clients de la Société Algérienne de l'électricité et du gaz (Sadeg) de Constantine depuis le début de l'année 2020 a été évalué à 1,95 milliard de dinars, a annoncé mercredi la concession locale de l'électricité et du gaz.

"Ces créances sont réparties entre 1,60 milliard de dinars détenus auprès des abonnés ordinaires et 3,61 millions de dinars auprès des entreprises du secteur économique", a indiqué à l'APS la responsable de communication auprès de la concession locale de l'électricité et du gaz, Ouahiba Takhrist.

Par ailleurs, le montant des factures impayées des administrations et organismes publics des différentes communes de la wilaya s'est établi à 8,45 milliards de dinars, a révélé la même responsable, soulignant que

les créances du siège de l'assemblée populaire communale (APC) de Constantine s'élèvent à 3,79 millions de dinars, alors que celles du siège de l'APC d'El Khroub ont atteint 2,53 millions de dinars.

La concession de l'électricité et du gaz de Constantine, qui a décidé d'engager des procédures pour récupérer ses créances, notamment auprès de ses clients institutionnels et industriels, était disposée à accorder plusieurs facilités à ses clients pour le recouvrement des dettes à travers les différentes opérations de sensibilisation pour éviter le cumul des factures de consommation d'énergie, ou les campagnes d'information pour les modes de paiement modernes, a fait savoir la même source.

"En tant qu'entreprise citoyenne, la Sadeg a décidé de ne pas recourir à la coupure du courant électrique

jusqu'à la fin de la crise sanitaire, cependant les créances détenues auprès des clients ont eu un impact sur la balance financière et la concrétisation des investissements et des nouveaux projets de raccordements aux réseaux d'électricité et du gaz naturel", a soutenu Ouahiba Takhrist.

S'agissant de la gestion du réseau du gaz durant l'hiver où le niveau de consommation atteint généralement son pic, Mme Takhrist a affirmé que la concession locale de l'électricité et du gaz a pris toutes les mesures nécessaires pour répondre aux exigences des citoyens durant cette période, notamment à travers le programme de maintenance périodique des infrastructures du réseau et la mobilisation des équipes d'intervention pour la réparation rapide des pannes éventuelles

EL TARF

126 lits d'hospitalisation mobilisés pour la prise en charge des malades de la covid-19 (responsable)

Plus de 126 lits d'hospitalisation sont actuellement mobilisés pour la prise en charge des cas confirmés atteints du coronavirus (Covid-19) dans la wilaya d'El Tarf où près de 500 autres lits peuvent être mobilisés en cas de besoin, a indiqué le wali Harfouche Benarar.

El Tarf dispose actuellement de 126 lits d'hospitalisation, soit un taux de moins de 50%, et "elle est en mesure d'atteindre un total de 609 lits en cas de nécessité", a précisé le wali qui s'exprimait à l'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW) pour l'année 2020.

Harfouche Benarar a salué les efforts consentis par les différents services pour endiguer la pandémie,

notamment le staff médical mobilisé à cet effet.

Plusieurs visites d'inspection pour s'enquérir des conditions de travail et de prise en charge des cas contaminés par la covid-19 ont été organisées à travers les structures hospitalières de cette wilaya qui a, a-t-il affirmé, enregistré jusqu'au 06 décembre courant, 1.143 malades atteints par ce virus.

Une commission de wilaya a été mise sur pied, a-t-il également ajouté, en prévision de la mise en œuvre du plan de vaccination contre ce virus qui a nécessité la mobilisation de l'ensemble des secteurs d'activité pour atténuer son impact sur les populations, notamment celles résidant en zones d'ombre.

Les efforts fournis par l'Etat, dans

ce domaine, ont permis à la wilaya d'El Tarf de bénéficier, suite aux dernières visites ministérielles, d'une enveloppe financière de l'ordre de 550 millions de dinars consacrée au secteur des ressources en eau et plus six milliards de dinars pour l'alimentation en énergie électrique.

En dépit des conditions sanitaires difficiles liées à la pandémie du coronavirus, 119 opérations de développement ont été, à ce jour, concrétisées, pour un montant global d'un million 80 mille dinars. Lors des travaux de cette deuxième session de l'APW, dont la clôture a eu lieu mardi après-midi, le budget préliminaire pour l'exercice 2021, estimé à plus de 538 millions de dinars, a été approuvé.

OUARGLA

Cinq et 10 ans de prison ferme pour vol de véhicule avec violence

Des peines de cinq et 10 ans de prison ferme ont été prononcées mercredi par le tribunal criminel d'appel d'Ouargla dans une affaire de vol de véhicule avec violence.

Deux individus répondant aux initiales de Ch.D (29 ans) et A.D (24 ans) ont éclopé respectivement de 10 et 5 ans de prison ferme et d'une amende d'un (1) million DA chacun à verser au Trésor public pour "vol, durant la nuit, avec violence et menace".

lence et menace".

Selon l'exposé des faits, l'affaire remonte à octobre 2018 lorsque les mis en cause ont arrêté le nommé M.M à Ouargla, lui demandant de les conduire à la gare routière de la ville, avant de décider d'un changement de destination vers la localité de Ain Moussa (commune de Sidi-Khouiled) où ils l'ont menacé avec une arme blanche le contraignant à fuir, abandonnant son véhicule.

Ils ont ensuite pris possession du véhicule vers une destination inconnue, avant que le véhicule ne soit retrouvé abandonné dans une rue de la commune de Rouissat (périphérie d'Ouargla), avec des vitres brisées.

Le représentant du ministère public a requis dans cette affaire une peine de 20 ans d'emprisonnement, assortie d'une amende de 2 millions DA, pour chacun des mis en cause.

ITPA Oran Formation d'une quinzaine de personnes en aquaponie

L'institut technologique de pêche et d'aquaculture (ITPA) d'Oran a lancé, cette année, une nouvelle formation: à savoir l'aquaponie, qui consiste à cultiver des plantes dans des tubes en

plastique (sans terre), irrigué par l'eau provenant de bassins d'élevage de poissons, a-t-on appris du directeur de cet établissement.

Il s'agit d'une pratique d'agriculture urbaine qui permet de cultiver à la fois des plantes et des poissons, qui a un certain succès dans les pays occidentaux et que l'ITPA compte développer dans les années à venir à Oran et la région Ouest du pays, a souligné Lahouari Kouissem.

Un premier groupe d'une quinzaine de personnes a été formé avant la période marquée par la pandémie de Covid-19 et un deuxième est en cours, a-t-il indiqué, faisant savoir qu'il s'agit d'une formation ouverte au grand public.

Cette pratique d'agriculture permet d'installer de petits jardins ou potagers dans de petits espaces, comme les balcons et les terrasses, où il est possible de cultiver différentes plantes, et même des cultures maraîchères: tomates, fraises, laitue, etc. L'aquaponie, qui n'exige pas de grands espaces, ni de gros moyens, permet ainsi de cultiver pour la propre consommation des fruits, légumes et autres plantes, a-t-on assuré.

Tindouf 340 apprenantes inscrites cette année en classes d'alphabétisation

Au moins 340 personnes sont inscrites cette année scolaire (2020/2021) en classes d'alphabétisation dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris mercredi auprès de l'antenne locale de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA).

Cette rentrée, marquée par l'inscription uniquement de la gent féminine répartie sur 34 sections, dont trois ouvertes en zones rurales, s'est déroulée dans le strict respect du protocole sanitaire de prévention contre la Covid-19, avec la prise d'une série de mesures pour la protection de la santé des apprenantes, en majorité des personnes âgées, a précisé le responsable de l'antenne, Ahmed Bekirat. La sensibilisation sur la prévention des risques de la Covid-19 constitue le volet dominant de cette saison, a-t-il souligné, ajoutant qu'une commission devra effectuer des visites de terrain pour s'enquérir de près du respect des conditions de prévention sanitaire.

Le coup d'envoi officiel de cette saison a été donné lors d'une cérémonie organisée à l'école primaire "Abdelhamid Benbadis" à la cité Remadine à Tindouf.

A.Z

Médéa réhabilitation "prochaine" de plusieurs terrains de sports communaux

Plusieurs terrains de sports communaux, situés à travers de nombreuses localités de la wilaya de Médéa, laissés à l'abandon, feront

"prochainement" l'objet de travaux de réhabilitation, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. L'opération de réhabilitation concernera, dans un premier temps, les terrains de sports implantés au niveau des communes de Ksar-el-Boukhari, Sidi-Zahar, Chahbounia et Azziz, avant de cibler, plus tard, d'autres structures similaires qui nécessitent des aménagements pour être en mesure d'accueillir des rencontres sportives organisées localement, a-t-on signalé. La même source a fait part, en outre, de la réception "prochaine" du complexe sportif de proximité (CSP), réalisé dans la commune de Tamesguida, contribuant, ainsi, au développement des pratiques sportives au niveau de cette localité. Le parc sportif de la wilaya de Médéa est constitué actuellement de dix salles Omnisports, situées dans les grandes agglomérations urbaines, et de pas moins de 377 terrains de jeux de proximité, ventilés à travers les 64 communes, alors qu'on dénombre plus de 110 structures de jeunesse.

A.Z

MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE 1960

Un événement historique décisif pour le peuple algérien et tous les peuples en lutte contre le colonialisme (historien)



Les manifestations du 11 décembre 1960, dont la première étincelle a été déclenchée à Aïn-Temouchent deux jours auparavant, sont "un événement historique décisif à la fois pour le peuple algérien et pour tous les peuples luttant contre toutes formes de colonialisme et d'oppression", a indiqué Mohamed Lahcen Zeghidi, historien et enseignant à l'université d'Alger.

Dans un entretien accordé à l'APS à la veille du 60ème anniversaire de cette date historique, l'universitaire Zeghidi considère que les manifestations du 11 décembre 1960 "ont été la cause directe de la prise de la plus grande décision à l'échelle mondiale, toujours en vigueur jusqu'à présent, garantissant aux peuples le droit à l'autodétermination". "La résolution 15/14 du 14 décembre 1960, adoptée lors de la 15ème session des Nations unies, affirme le droit des peuples à l'autodétermination et oblige, alors, la France à entamer avec l'Algérie des négociations sans conditions préalables", a-t-il précisé. Mohamed Lahcène Zeghidi a rappelé que la première étincelle des manifestations de décembre 1960 a été déclenchée à Aïn-Temouchent, lors de la visite du général de Gaulle, le 9 décembre, accompagné d'une délégation de journalistes dont des correspondants internationaux accrédités à Paris.

"Les représentants de la presse, loin de voir le général de Gaulle reçu comme un leader, ont été surpris d'assister, à la première étape, le 9 décembre dans cette ville, à de gigantesques manifestations du peuple algérien rejetant le projet politique de la France coloniale", a-t-il relaté, précisant que ces mêmes journalistes avaient été témoins des affrontements qui avaient lieu à Oran, le jour suivant (10 décembre), puis le 11 décembre qui avait connu

des massacres odieux commis par l'armée française contre un peuple isolé dans toutes les régions du pays".

"Toutes ces scènes de massacres ont été décrites et des photos ont accompagné les reportages retransmis, le jour suivant, à l'adresse du monde entier", a souligné M. Zeghidi, ajoutant que "les délégués participant à la 15ème session de l'ONU ont brandi sur place des journaux paraissant dans toutes les langues retraçant les événements qui avaient eu lieu en Algérie et qui faisaient la Une de la presse mondiale.

"Les manifestations du 11 décembre 1960 ont unifié le monde entier autour de la question algérienne pour l'autodétermination, car le monde a pris conscience de la vérité, ce qui a conduit à la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'autodétermination et a franchi des étapes importantes", a-t-il souligné, ajoutant que "le monde entier a réalisé que ce qui se passait en Algérie était une révolution populaire et que tout le peuple algérien était derrière son gouvernement provisoire et ses leaders politiques luttant pour l'indépendance et rejetant tous les marchandages."

Un mouvement organisé et non spontané

L'historien et enseignant à l'université d'Alger a souligné que les manifestations du 11 décembre 1960, dont la première étincelle a été déclenchée le 9 décembre à Aïn-Temouchent, "étaient organisées et non spontanées". Il explique que chaque personne agissait dans le cadre de la guerre dans toutes les régions du pays et avait une mission précise dont elle était chargée d'accomplir sur ordre et supervision des cellules civiles du FLN (Front de

libération nationale), ainsi que par les cellules de l'ALN (Armée de libération nationale). "Il n'y avait donc pas de faits spontanés. Tout était organisé par les structures de la guerre de libération", a souligné l'universitaire.

A ce propos, le chercheur a indiqué que "la guerre de libération, encadrée davantage après le congrès de la Soummam, est arrivée à structurer le peuple dans le cadre de cellules et d'organisations associatives révolutionnaires. Elle a réussi à faire aboutir sa voix dans tous les pays du monde, à l'instar de l'installation d'organisations diplomatiques dans de nombreux pays". "Il n'était pas possible qu'il ait eu des événements spontanés de la taille et de la dimension des manifestations du 11 décembre 1960", a-t-il estimé. L'historien a rappelé également les tentatives des appareils du général De Gaulle de "réussir sa visite à Aïn-Temouchent, comptant pour ce faire sur les colons, avant d'être confrontés, ce jour là, à un accueil humiliant pour le général colonialiste et un impact sur sa politique, ce qui s'était traduit également dans son discours de déception en date du 4 novembre 1960". Le Dr. Zeghidi a ajouté qu' "à l'issue de ces préparatifs, le FLN a réussi à convaincre les paysans d'Aïn-Temouchent à agir pour contrecarrer les appels des colons". Dans ce contexte, l'historien explique : "c'est pour cela qu'il y a eu, à l'arrivée de la délégation, deux groupes opposés, l'un composé de colons répétant les slogans de +l'Algérie française+, et les Algériens, venus pour faire entendre à de Gaulle, à sa délégation et à ses colons, le cri de +Algérie algérienne+, avec pour mot d'ordre +Algérie indépendante+, adopté par le FLN, avant que l'étincelle des manifestations se déclenche et se généralise à toutes les régions du pays".

TLEMCCEN

Saisie de plus d'un demi kilogramme de kif traité à Maghnia

Les éléments de la première sûreté urbaine de Tlemcen ont opéré la saisie de plus d'un demi kilogramme de kif traité au village d'El Btaim (Maghnia), a-t-on appris mercredi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Exploitant des informations faisant état de trafic de drogue au village d'El Btaim (Maghnia), les policiers ont tendu une embuscade qui a permis

l'arrestation de deux personnes âgées entre 32 et 38 ans et la saisie de 580 grammes de kif traité, d'une somme d'argent de plus de 60.000 DA, d'une mobylette sans documents, des couteaux de divers formats et trois téléphones portables, a-t-on indiqué.

Après l'achèvement des procédures judiciaires, les deux mis en cause ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal de Tlemcen, a fait savoir la même source.

Par ailleurs, les éléments de la sûreté de daïra de Chetouane (Tlemcen) ont réussi à mettre la main sur près d'une soixantaine de comprimés (psychotropes) et l'arrestation d'une personne âgée de 32 ans, a-t-on ajouté, soulignant que le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen.

NAAMA

Plus de 1.700 inscrits en classes d'alphabétisation

Pas moins de 1.773 apprenants sont inscrits en classes d'alphabétisation à Naama pour l'année scolaire 2020-2021, a-t-on appris mercredi auprès de l'antenne de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes.

Les cours ont été lancés dans les classes d'alphabétisation progressivement cette année en adoptant un système de groupes à raison de 10 apprenants par groupe éducatif, dans le cadre du protocole sanitaire exigeant le strict respect des mesures préventives contre la pandémie du Coronavirus, a indiqué le directeur de l'antenne, Mansouri Mohamed.

Le responsable a souligné que cette rentrée, qui intervient après une interruption depuis mars dernier en raison de la pandémie, est limitée aux classes situées dans les écoles primaires, ajoutant qu'elle s'élargira progressivement et en fonction de l'ouverture et de la mise à disposition de salles d'accueil et d'enseignement réparties dans les zones urbaines et rurales de la wilaya.

La rentrée d'environ 1.300 apprenants a été reportée en attendant que les conditions pédagogiques appropriées soient réunies, à savoir l'ouverture de salles d'accueil fermées dans le cadre de l'application des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19, dont celles au niveau des mosquées, du centre culturel islamique, des antennes de l'office d'alphabétisation et des structures d'accueil de certains secteurs et d'associations.

L'inscription de ceux qui souhaitent rejoindre les bancs d'étude via les services d'alphabétisation de l'annexe de l'office de wilaya à Naama est ouverte jusqu'au 31 décembre et peut être prolongée en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique liée au Coronavirus, a-t-on fait savoir.

L'accent sera mis au cours de la période d'enseignement actuelle au niveau des groupes éducatifs ouverts à ce jour sur les cours de rattrapage et les tests d'évaluation, pour pallier à l'interruption de l'enseignement à travers ces classes, qui a duré plusieurs mois.

Parallèlement, l'antenne de l'office poursuit un programme global touchant différentes régions de la wilaya en collaboration avec des partenaires et de la société civile pour inciter à rejoindre les classes d'alphabétisation et sensibiliser sur le respect du protocole sanitaire de prévention contre la Covid-19.

CONSTANTINE

Plus de 1100 tonnes de granulés de liège exportés vers l'étranger

Une quantité de 1.125 tonnes de granulés de liège a été exportée en 2019 de Constantine vers l'étranger, a-t-on appris, auprès de la direction locale du commerce. Cette quantité de granulés de liège a été commercialisée à l'étranger, au titre de 16 opérations d'exportation de Constantine vers la Chine, l'Espagne et le Portugal, a précisé la même source, faisant état de la mise en place d'une nouvelle stratégie locale de pro-

duction et d'exploitation du liège pour optimiser davantage l'exportation et par ricochet, contribuer à la diversification de l'économie nationale.

Durant l'exercice 2019, la wilaya de Constantine a exporté diverses productions locales pour une recette de plus de 94 millions de dinars dont près de 65 millions DA constituant le revenu de l'exportation des granulés de liège, a-t-on encore détaillé.

Les granulés de liège entrent dans la

composition de panneaux de liège et peuvent être utilisés en vrac, ou comme granulats pour béton, a-t-on précisé.

Ce produit est utilisé essentiellement dans la fabrication de bouchons naturels, ainsi que dans l'isolation thermique pour le secteur du bâtiment, dans la fabrication de chaussures et autres accessoires ainsi que dans l'industrie aéronautique.

Les 10 pièges du recrutement

Recruter ne peut pas se faire en dilettante. Se contenter de recruter en se souvenant de ses propres entretiens et les appliquer à la lettre à tout candidat vous fera tomber dans un des pièges qui vous feront regretter votre recrutement à plus ou moins long terme. Beaucoup d'erreurs de casting pourraient être assez facilement évitées en renonçant à certaines habitudes qui ont la dent dure chez les dirigeants qui se lancent dans un processus d'embauche.

1-Se lancer à l'aveugle

Une des principales erreurs du dirigeant est de se lancer dans la recherche d'un candidat sans avoir au préalable totalement défini ses besoins. Le profil et les compétences du candidat recherché doivent être précisés au maximum, tout en se laissant une petite marge de manœuvre afin de ne pas se fermer des portes non plus.

2-Embaucher ses potes

Qui mieux que votre meilleur ami pourra réussir à s'entendre avec vous pour travailler efficacement ? C'est vrai, recruter ses amis peut être tentant. Et cela peut très bien fonctionner ! Mais attention aux embauches basées sur l'affect uniquement et qui ne reposent pas sur une véritable validation des compétences du candidat. En plus de vous retrouver avec un em-

ployé sur les bras qui ne correspond pas au poste, vous pourrez perdre un ami précieux.

3-Chercher le mouton à 5 pattes

Il est normal de chercher le candidat idéal, l'employé de rêve qui, en plus d'être doté des compétences et de l'expérience que vous recherchez exactement, sera totalement engagé en faveur de votre projet, tout en acceptant bien sûr d'être payé au lance-pierre. Mais, rester focalisé sur cette image idéalisée de l'employé parfait pourrait vous faire passer à côté d'un profil un peu atypique et qui apporterait beaucoup à votre équipe.

4-Ne faire confiance qu'à son feeling...

Pas besoin de recevoir des conseils sur le recrutement, pensez-vous, d'un coup d'œil lors de l'entretien vous réussirez à « scanner » le candidat et à sentir s'il correspond ou pas au poste. Ce n'est pas totalement faux. La première impression vous donnera de précieuses indications sur la personnalité du candidat et donc sur son adéquation aux valeurs de l'entreprise. Mais attention à ne pas trop faire confiance à ce fameux feeling. Il peut parfois vous jouer des tours. Certains candidats simulent parfaitement le professionnalisme ou l'esprit

d'équipe lors de l'entretien ! D'autres peuvent, au contraire, se retrouver pétrifiés par l'enjeu de l'entretien ou trop en faire.

5-Orienter l'entretien

Halte aux questions fermées qui ne vous donneront que peu d'indications sur l'expérience réelle du candidat et qui ne vous apporteront pas d'éléments sur sa personnalité ou ses méthodes de travail. De plus, ces questions fermées orientent malgré vous les réponses du candidat à qui vous pouvez un peu faire dire ce que vous souhaitez ou ce que vous projetez sur lui.

6-Ne pas réussir à se décider

Les dirigeants de petites entreprises ont tendance à tellement appréhender le fait de faire une erreur dans leurs recrutements qu'ils préfèrent enchaîner plusieurs entretiens pour être sûrs de leur choix, demander l'avis de leurs collaborateurs, réfléchir... jusqu'à ce que le candidat leur glisse entre les doigts en ayant trouvé un autre poste ailleurs, auprès d'une entreprise plus réactive. Allez, on arrête d'hésiter et on saute dans le grand bain !

7-Ou au contraire ne se focaliser que sur le cv

Analyser les données du CV attentivement est bien sûr indispen-

sable. Mais qui ne s'est jamais ajouté une mention à un diplôme ou quelques mois d'expérience supplémentaires ? Un tiers des CV comporterait ainsi des mensonges plus ou moins gros. Ne vous fiez donc pas religieusement à ces données et faites un peu confiance à votre feeling. Vous sentirez sûrement si vous avez à faire à un candidat honnête ou à un beau parleur.

8-Chercher quelqu'un qui a déjà occupé un poste totalement similaire

Le CV sur lequel vous avez mis la main est parfait : le candidat a déjà réalisé dans son précédent poste exactement les tâches que vous lui confierez lorsqu'il aura intégré votre entreprise. Êtes-vous vraiment sûr que cela soit un bon signe ? Le candidat aura-t-il réellement envie de refaire précisément le travail qu'il faisait auparavant ? Ne souhaitera-t-il pas plutôt évoluer ? Est-ce que sa motivation sera toujours la même ?

9-Faire ses entretiens en amateur

Un entretien, cela se prépare. Arriver les mains dans les poches et faire simplement paraphraser le candidat sur les expériences inscrites dans son CV n'a aucun intérêt. S'accrocher aux traditionnelles questions telle que celle sur les « 3 défauts et qualités

» ou simplement demander « pourquoi avoir choisi notre entreprise plutôt qu'une autre » ne vous donnera que des éléments ultra-préparés et, souvent, pas très sincères. Autre écueil, ne pas se renseigner sur les impératifs juridiques liés à l'entretien d'embauche et prendre de gros risques juridiques en « dépassant les limites » dans les questions posées.

10 -Ne pas être clair dans son entretien sur ses attentes

Vous pouvez, lors d'un entretien, vous tromper sur le candidat. Mais le candidat peut également être induit en erreur sur l'entreprise par votre discours. Le résultat sera le même au final : l'erreur de casting pèsera sur l'entreprise. Alors autant être clair dès le début : qu'attendez-vous concrètement du candidat en termes d'objectifs et d'implication ? Quel salaire et évolution de carrière lui proposez-vous ? Quelles seront ses conditions de travail ? à quelles difficultés devra-t-il se confronter ? Quels sont ses objectifs ? En quoi consistera concrètement son travail ? Une relation gagnant/gagnant ne peut être construite que sur la base d'une parfaite transparence. Il vous faudra donc bien faire attention à ne pas sur-vendre votre entreprise. N'oubliez pas que la relation s'établit dans le temps et pas seulement pour quelques jours.

Faites évoluer votre boîte au quotidien

Avoir une stratégie est indispensable mais celle-ci repose sur les tâches quotidiennes bien maîtrisées. Dans le contexte actuel de bouleversement de tous nos points de repères, le dirigeant a besoin de s'appuyer sur des fondations solides. S'adapter à cette évolution sans précédent n'est possible que grâce à une analyse précise de toutes les activités inhérentes à votre entreprise. Zoom sur toutes les facettes du quotidien d'une entreprise.

Mettez en place un reporting financier complet

Une des premières choses à mettre en place pour gérer une croissance forte est d'avoir une vision claire sur les futures entrées et sorties de votre entreprise. Il ne suffit pas d'avoir les chiffres du passé car vous devrez appréhender également l'avenir afin de vous assurer que votre trésorerie tiendra le choc et que vous pourrez valider des budgets indispensables au bien-fondé de votre entreprise. N'hésitez pas à instaurer des indicateurs nécessaires au bon suivi du développement de la société : niveau de rentabilité du projet, coût de la réalisation, bénéfices attendus ... Une bonne gestion des indicateurs vous permet de vous rassurer mais surtout de situer votre niveau de performance. La grande difficulté restera de choisir les indicateurs pertinents. Mais ne mettez pas en place toute une série de signes qui n'auraient aucune utilité car vous devez fixer votre attention sur les données essentielles. Actualisez-les régulièrement pour éviter un travail stérile. On estime souvent que réaliser un reporting financier mensuel ou bimensuel est nécessaire afin de souligner des faits nouveaux et fructueux.

Prenez en compte l'avis de vos clients

S'il y a bien une chose qui est naturelle dans les entreprises du numérique, c'est de prendre en compte l'opinion du client afin



d'améliorer sans cesse son service/produit et de donner un maximum de satisfaction à son client. Mais dans tous les autres cas, il est parfois tentant de se fier à sa vision du marché. Pourtant, le client devrait être une personne significative de votre processus de réflexion stratégique. Il ne doit pas être considéré comme un simple récepteur du produit ou du service. Aujourd'hui, les temps ont changé et le client participe souvent pleinement à la création des produits et services. En le faisant participer aux améliorations, il deviendra un ambassadeur de votre marque. Outre le fait qu'il influence d'autres personnes autour de lui à utiliser le produit, il peut vous proposer des idées innovantes auxquelles vous n'auriez pas pensé. N'oubliez pas que le meilleur conseiller reste souvent celui qui l'utilise. Consommateur, il peut vous avertir d'une nouveauté qui pourrait venir concurrencer votre offre ou des difficultés d'utilisation de votre produit/service. Si vous avez des avis positifs, attendez-vous à recevoir également quelques critiques qui vous permettront d'améliorer votre produit et de le rendre indélébile. Consacrez-

leur du temps car ce sont autant d'idées en gestation qui vous permettront de faire grandir votre entreprise ! Et, on ne sait jamais, des idées complémentaires de développement pourraient vous être suggérées. Voyons ! Ne soyez pas aussi timide !

N'attendez pas forcément que votre produit soit parfait

S'il y a bien une mauvaise tendance des entrepreneurs surtout quand il s'agit du premier produit/service, c'est de vouloir absolument qu'il soit parfait à sa sortie. Résultat ? Le lancement du produit est sans cesse retardé car même si votre produit vous paraît bien, vous aurez toujours un motif pour l'améliorer. Et il faut bien le constater, il y a toujours quelques détails à apporter, des finitions que vous seul voyez et qui n'apparaissent guère essentielles pour le consommateur. La vitesse de sortie des produits est aujourd'hui privilégiée et on considère qu'il vaut mieux un produit perfectible (et susceptible d'être amélioré par la suite) qu'un produit parfait mais inexistant. Si vous êtes toujours bloqué à l'idée de réaliser le produit parfait, pensez que l'ob-

jectif zéro défaut n'existe pas. Certes la confrontation au marché reste un moment difficile où les premiers retours peuvent vous mettre mal à l'aise mais elle est essentielle si vous souhaitez pouvoir vous améliorer significativement. Ne prenez pas les critiques pour vous mais enrichissez-vous de ce qui vous semble le plus pertinent. Améliorez votre produit grâce à ces réflexions en vous basant sur la personne qui compte le plus pour votre entreprise : celui qui achète.

Prenez soin de la planète peut faire du bien... à votre portefeuille

On se demande souvent, au premier abord, comment il est possible que le fait de s'intéresser à la planète puisse profiter à l'entreprise. La raison est simple : si vous faites économiser à la planète, il se peut que ses économies se répercutent sur vos fournisseurs. Commencez par évaluer ce qui vous coûte directement, vous constaterez alors qu'une grande partie de la consommation d'énergie, qui vous est souvent facturée quand les charges ne sont pas comprises, est engendrée lorsque

les appareils électriques ne sont pas utilisés. Adopter avec vos collaborateurs des gestes simples s'avère aussi bien profitable pour vous que la planète. Mettre en place des ampoules basse consommation réduit votre facture ou encore acquérir des multiprises avec interrupteur qui permettent de couper l'électricité de certains appareils le soir venu ou ne pas laisser les ordinateurs en veille. Chaque achat de prestation ou de service doit être également vérifié pour voir si une optimisation n'est pas possible car ce qui coûte moins cher à produire pour votre fournisseur s'avère souvent moins cher à acheter. Réaliser un diagnostic énergétique en entreprise se révèle par ailleurs une démarche profitable pour détecter les différents postes consommateurs d'énergie.

Ne mettez pas tous les œufs dans le même panier

Une tentation quand on est dirigeant d'entreprise reste de rechercher le « gros client » qui sera la source principale de notre trésorerie pendant des années ou encore de se fier à un fournisseur unique avec lequel tout se passe de façon idyllique. Les expériences sont légions en ce qui concerne les fournisseurs qui font faillite (voire qui décident de lancer leur propre produit sur votre marché) ou encore les clients qui arrêtent du jour au lendemain de collaborer avec une entreprise qui se retrouve sans activité. Ne pas mettre tous les œufs dans le même panier constitue une bonne méthode pour éviter les mauvaises surprises et vous permet de réagir en cas de soucis. La diversification s'applique à de nombreux domaines : les clients qui vous permettent de diminuer le risque d'insolvabilité ou de rupture de contrat, les produits qui peuvent s'adresser à différents types de population, les fournisseurs qui vous évitent de vous retrouver piégé. La sagesse est l'élément clef du dirigeant.

La robotisation, au service ou à la place de l'homme ?

Des documentaires entièrement dédiés, de nombreuses pages dans des magazines spécialisés ou dans des revues plus généralistes, des essais provenant d'intellectuels de tous horizons, des films... La robotisation de la société est aujourd'hui partout, dans toutes les têtes et dans tous les esprits. Si les films de science-fiction se sont toujours centrés sur cette robotisation de nos vies, certains sont désormais dépassés tant les innovations se sont succédées. Partout, sur nos lieux de travail comme à nos domiciles, nous sommes entourés de robots, de machines et d'appareils électroniques à même de nous simplifier la vie. Mais ce développement a également des côtés plus sombres, à l'image ce qui se passe dans les entreprises. La robotisation est-elle en train de se faire au profit ou aux dépens de l'Homme ? Les machines et autres robots sont-ils en

train de nous remplacer sans que nous nous en rendions compte ou ont-ils seulement vocation de simplifier notre quotidien

Un développement incessant de la robotisation

Si nous regardons les chiffres et toutes les statistiques qui nous parviennent, force est de constater que la robotisation trouve son développement majeur dans les entreprises. De nombreux secteurs font appel à des robots pour se développer et améliorer la productivité. Des chaînes de montage industrielles, en passant par les caisses automatiques dans les supermarchés, la robotisation de l'entreprise n'est aujourd'hui plus un mythe. Les industries de l'automobile et de l'électronique restent celles où le recours à la robotisation est le plus important. Bien évidemment, cette robotisation peut poser pro-

blème dans certaines entreprises mais le gain en productivité demeure indéniable. En regardant ce secteur de plus près, et selon les chiffres donnés par l'IFR (la Fédération Internationale de la Robotique), les ventes de robots aux entreprises ne cessent de progresser, et les estimations laissent à penser que ce rythme de croissance devrait continuer

Destruction d'emplois ou transformation

Les critiques à l'encontre de la robotisation de la société sont légion, et elles se présentent souvent comme un danger pour l'Homme. Combien de plans de licenciement ont déjà été mis en place à cause d'un recours massif à la robotisation ? Combien d'employés ont perdu leur emploi car jugés moins productifs que les robots destinés à les remplacer ? Jusqu'à quel point

la robotisation va-t-elle se développer dans notre société ? Si ces questionnements peuvent ralentir la progression de la robotique, il demeure important de rester objectif. L'industrie de la robotique représente une industrie qui recrute, pour le développement, la fabrication, la mise en œuvre, le suivi et dans bien d'autres tâches et activités... Et c'est en réalité une transformation de l'emploi qui s'opère avec un repositionnement des employés ayant perdu leur emploi à cause de la robotisation de la société. Il s'agit d'une illustration de la théorie de la destruction créatrice que nous connaissons tous. L'économie suit un cycle, et la robotisation n'est qu'au début de celui-ci.

Des réflexions à mener

Il devient intéressant d'engager de réelles réflexions sur la robotisa-

tion de la société. Les robots remplacent les Hommes dans les entreprises certes, mais à une échelle qui reste tout de même peu conséquente si l'on regarde le nombre total d'emplois dans les entreprises. À l'inverse de ces aspects négatifs, il est indispensable de considérer également toutes les choses positives apportées par la robotisation notamment lorsqu'on pense au domaine médical avec des chirurgies sans erreur réalisées par des robots, des gains de productivité jusqu'alors jamais espérés permettant de rester en compétition avec des entreprises étrangères où la main d'œuvre reste moins chère, des méthodes de production nouvelles qui permettent à l'Homme de se consacrer à d'autres tâches moins contraignantes, et bien d'autres aspects positifs que nous nous devons de considérer pour réfléchir à la question avec objectivité.

Kenya Un crédit de garantie de 90 millions de dollars pour sauver les MPME

Le Kenya a lancé mardi un programme de garantie de crédit d'un montant de 10 milliards de shillings (environ 90 millions de dollars américains) pour atténuer l'impact du COVID-19 sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Ukur Yatani, Secrétaire de cabinet au Trésor national et à la Planification, a déclaré aux journalistes à Nairobi que la pandémie de COVID-19 avait eu un impact disproportionné sur les entreprises et établissements de crédit de petites dimensions. "Des interventions sont donc nécessaires pour amortir l'impact du COVID-19 sur les MPME", a affirmé M. Yatani. Avec des chiffres d'affaires réduits et les importantes

perturbations qui affectent les marchés et les chaînes d'approvisionnement, de nombreuses MPME étaient - et sont toujours - peu susceptibles d'avoir accès à des crédits abordables et de qualité dans le cadre des dispositifs traditionnels.

Il a ajouté que le gouvernement avait accepté de débloquent 90 millions de dollars américains au cours de l'exercice actuel et du prochain exercice afin de proposer des prêts aux petites entreprises.

Il a indiqué que les banques commerciales participant à ce système de garantie de crédit seraient indemnisées au cas où les petites entreprises s'avèreraient incapables de rembourser ces prêts. Le Trésor national a déclaré que le Kenya

souhaitait améliorer l'accès des MPME à des solutions de crédit abordables, en raison notamment du rôle essentiel qu'elles jouent dans le développement économique et la création d'emplois. Selon les données gouvernementales, le Kenya compte plus de 7,4 millions de MPME, qui emploient environ 14,9 millions de personnes dans divers secteurs, et contribuent à environ 40 % de l'activité économique du pays. Les petites entreprises couvrent un large éventail d'activités dans presque tous les secteurs de l'économie, et sont donc considérées comme un des moteurs majeurs de la croissance et du développement économique inclusif, a indiqué M. Yatani.

Mondial-2022: la sélection du Qatar invitée à disputer des matchs en marge des qualifications

La sélection du Qatar a été invitée à disputer des matchs en marge des qualifications européennes pour le Mondial-2022, pour lequel elle a déjà son billet en tant qu'organisateur, a déclaré mardi la Fédération qatarienne de football. Les nations du groupe A - le Portugal, la Serbie, l'Irlande, le Luxembourg et l'Azerbaïdjan - affronteront le Qatar lors des journées où elles auraient dû être exemptes. Ces rencontres, qui serviront de préparation au Qatar, 59e nation mondiale, n'auront aucune incidence sur le classement du groupe. Les qualifications de la zone Europe commencent en mars 2021 et délivreront treize tickets pour le Mondial, qui aura lieu en novembre et décembre 2022 dans l'émirat du Golfe. Le Qatar avait déjà joué en dehors de la zone Asie en participant en 2019 à la Copa America, où il est également attendu en 2021.

LE POINT DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

WASHINGTON

- La Cour suprême des Etats-Unis a infligé mardi un cinglant revers à Donald Trump, en refusant de se saisir d'un recours formulé par ses alliés pour bloquer la certification des résultats de l'élection présidentielle dans l'Etat de Pennsylvanie.

NEW YORK (Nations Unies)

- La secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, a prévenu que la transition démocratique du Soudan pouvait encore échouer malgré les progrès réalisés ces derniers mois.

WASHINGTON

- Le président américain Donald Trump a signé un décret qui donnera selon lui la priorité aux livraisons de vaccins aux Etats-Unis avant l'exportation, soulignant la crainte que le pays manque de doses après la phase initiale de vaccination.

LUSAKA

- La Zambie a déposé une demande de financement de réformes auprès du Fonds monétaire international (FMI), a annoncé mardi l'institution.

TEHERAN

- Le gouvernement iranien a exclu mardi toute possibilité de renégociation de l'accord historique sur le nucléaire conclu en 2015, connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA).

SOULEIMANIYEH (Irak)

- Six manifestants ont été tués en moins de 48 heures lors de rassemblements contre les autorités du Kurdistan irakien, ont indiqué mardi des sources médicales et officielles, au moment où la contestation augmente contre les coupes de salaires dans la fonction publique.

BRUXELLES

- Le Front Polisario, s'est félicité, mardi à travers sa représentation en Europe et à l'Union européenne (UE), des mesures pratiques approuvées par les partis écologistes européens pour défendre la légalité internationale au Sahara Occidental, a indiqué l'Agence de presse saharienne.

ALGER

- La récente agression marocaine contre des civils sahraouis dans la région d'El-Guerguerat est une "absurdité" qui traduit la posture "négative" et "provocatrice" du Maroc dans la région et son intention malveillante de contourner le droit international consacrant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, a affirmé le recteur de la faculté des sciences politiques de l'Université Alger 3, Slimane Aradj, dans un entretien à la revue El Djaich.

DUBAI

- Les Emirats arabes unis (EAU) ont affirmé mardi leur "soutien" aux tractations en cours menées par l'Arabie saoudite pour mettre fin à la crise du Golfe qui opposent depuis trois ans les deux pays à leur voisin le Qatar.

LONDRES

- Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, rencontrera mercredi soir à Bruxelles la cheffe de l'exécutif européen Ursula von der Leyen pour débloquent les négociations post-Brexit, toujours dans l'impasse, a annoncé un porte-parole de Downing Street.

AMINE.J

COVID-19

la Côte d'Ivoire enregistre un taux de guérison stable autour de 99%



La situation de l'épidémie de Covid-19 en Côte d'Ivoire reste marquée par une tendance générale à la baisse malgré de nouveaux cas enregistrés, avec un taux de guérison toujours stable de 99% et une létalité de moins de 1%, a relevé Edith Clarisse Kouassy, conseillère technique au ministère de la Santé.

"Du 23 novembre au 6 décembre, on a enregistré 347 nouveaux cas sur 15.153 prélèvements analysés, soit 2,29% des échantillons, 311 nouvelles guérisons ont été enregistrées sur la même période et le nombre de décès a baissé (par rapport à la semaine précédente), passant de 5 à 1", a indiqué Mme Kouassy lors du point de presse bimensuel du gouvernement sur la gestion du coronavirus.

Tout en saluant ces résultats "encourageants", la conseillère a invité la population à la prudence et à la vigilance en respectant les mesures barrières.

Le ministère de la Santé a enregistré lundi 22 nouveaux cas de COVID-19 sur 838 échantillons prélevés, soit 2,6% de cas positifs, et 41 guérisons.

A la date du 7 décembre, la Côte d'Ivoire comptait 21.507 cas confirmés d'infection au coronavirus avec 132 décès.

Vaccin anti-Covid aux Etats-Unis

"Johnson and Johnson" table sur des résultats fin janvier

Le géant pharmaceutique américain Johnson and Johnson table sur des résultats des essais de son vaccin anti-Covid 19 à la fin janvier, a déclaré mardi le directeur scientifique du groupe, Paul Stoffler. "Nous visons le mois de janvier pour des résultats sur l'efficacité et la sûreté", a-t-il déclaré au cours d'une table ronde virtuelle à Genève, ajoutant avoir "bon espoir que nous serons en mesure d'annoncer es résultats à la fin du mois de janvier.

Il s'exprimait en compagnie de plusieurs autres responsables de grands groupes pharmaceutiques réunis par l'International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations.

En septembre, le groupe avait indiqué qu'il espérait avoir une autorisation d'urgence de mise sur le marché pour son vaccin, "au début de 2021". Il avait ensuite été obligé d'interrompre brièvement l'essai clinique de Phase III à cause d'une maladie inopinée d'un participant. La phase III comporte 60.000 participants répartis sur plus de 200 sites aux Etats-Unis et dans d'autres pays. M. Stoffler a rappelé que JNJ avait l'intention de vendre son vaccin à prix coûtant et il a également souligné que contrairement à celui de certains de ses concurrents - qui nécessitent des températures extrêmement basses posant des défis logistiques et pratiques-, il pourra être conservé à 2 degrés centigrades.

Son candidat vaccin est basé sur une dose unique d'un adénovirus, responsable du rhume, modifié de telle sorte qu'il ne puisse se répliquer et combiné à une partie du coronavirus Sars-CoV-2 appelée protéine de pointe (ou "spike") que celui-ci utilise pour pénétrer dans les cellules humaines.

Le Royaume-Uni a lancé mardi sa campagne de vaccination contre le Covid-19, avec le vaccin de l'alliance américano-allemande Pfizer/BioNTech. C'est la première campagne de vaccination dans un pays occidental, près d'une semaine après le feu vert donné à son déploiement dans le pays le plus endeuillé d'Europe (près de 61.500 décès)

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SALIM

SEGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
021357070

COMPTE NUMERO

00500112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIRECTION

OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

LIGUE DES CHAMPIONS

Le Néerlandais Makkiele désigné pour arbitrer PSG-Basaksehir

L'UEFA a indiqué mercredi que le Néerlandais Danny Makkiele allait diriger le match de Ligue des champions entre le Paris SG et le Basaksehir Istanbul qui reprend à 18h55, après son interruption mardi pour des accusations de racisme visant le quatrième arbitre. L'instance avait annoncé mardi qu'elle allait changer d'arbitres, une décision inédite, sous la pression d'une polémique grandissante autour de ceux initialement désignés. Les joueurs ont décidé de quitter la pelouse à la 14e minute, pour protester contre des propos du quatrième arbitre roumain Sebastian Coltescu. Celui-ci a désigné avec le terme "negru" ("noir" en roumain) l'entraîneur assistant du club turc Pierre Achille Webo, auprès de l'arbitre principal Ovidiu Hategan qui, dans la foulée, a expulsé le Camerounais pour protestations.

Après des minutes de discussions entre joueurs et membres de l'encadrement des deux clubs, il est vite apparu que la rencontre ne pouvait reprendre sans le remplacement de M. Coltescu.

"On ne peut pas jouer avec un arbitre pareil", a lancé la star du PSG Kylian Mbappé à M. Hategan, dans des propos captés par le diffuseur RMC.

Dans la nuit, l'UEFA a officialisé la désignation de l'expérimenté M. Makkiele, âgé de 37 ans, qui compte 26 matches de C1 au compteur, dont celui entre le PSG et le RB Leipzig du 24 novembre dernier (1-0). Il est assisté par le Néerlandais Mario Diks et le Polonais Marcin Boniek. Le Polonais Bartosz Frankowski occupe lui la fonction de quatrième arbitre.

Les Italiens Marco di Bello et Maurizio Mariani restent eux en tant qu'assistants à l'arbitrage vidéo.

Le match Villarreal Villarreal - Qarabag repoussé à cause du coronavirus

Le match Villarreal - Qarabag comptant pour la dernière journée de la phase de groupes de Ligue Europa, prévu jeudi, a été repoussé en raison de plusieurs cas de coronavirus dans l'équipe azerbaïdjanaise, a annoncé mardi le club espagnol.

La rencontre "a été finalement repoussée car la formation azerbaïdjanaise ne réunit pas le nombre minimum de joueurs disponibles pour cette rencontre en raison de cas positifs au Covid-19", a indiqué Villarreal dans un communiqué diffusé mardi soir.

"L'UEFA est en contact avec les deux clubs, évaluera la situation et offrira une solution ces prochains jours", a ajouté le "Sous-Marin jaune".

L'UEFA devra décider ces prochains jours si elle fixe une autre date pour disputer cette rencontre ou si elle l'annule.

Le duel est de toute façon sans conséquences sur le plan comptable: Villarreal s'est déjà qualifié pour les 16es de finale de la Ligue Europa, et Qarabag, dernier de la poule, ne peut plus espérer se qualifier.

FOOT/ LIGUE 1 (3E JOURNÉE)

Choc à Tizi-Ouzou, premier derby algérois de la saison à Dar El-Beida

La 3e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue vendredi et samedi, sera marquée par le choc entre la JS Kabylie, à la recherche de son premier succès, et le tenant du titre CR Belouizdad, alors que le premier derby algérois de la saison: Paradou AC - MC Alger, sera également à suivre.

Après deux matchs nuls de suite, la JSK espère décrocher sa première victoire de la saison, face à un adversaire qui ne lui réussi pas souvent dans son antre du 1e-novembre de Tizi-Ouzou.

Le Chabab, auréolé de sa qualification au prochain tour de la Ligue des champions d'Afrique, compte réussir ses débuts en championnat, après avoir réalisé jusque-là trois succès en autant de matchs, d'abord en Supercoupe d'Algérie face à l'USM Alger (2-1), et à deux reprises contre les Libyens d'Al-Nasr en C1, sur le même score (2-0).

L'ES Sétif (4 pts), tenue en échec chez elle par le RC Relizane (1-1) après un premier succès à l'extérieur face à l'USM Alger (2-0), sera en appel pour défier l'USM Bel-Abbès (1 point), minée par les problèmes internes.

Battue mardi à domicile face au MC Alger (1-2) en mise à jour de la 1re journée, l'USMBA doit sortir le grand jeu pour s'offrir l'Entente, capable de damer le pion à la formation de la "Mekerra", dont l'entraîneur Lyamine Bougherara a décidé de boycotter l'équipe en raison de la non qualification des nouvelles recrues.

Le Paradou AC (2 pts) et le MCA (3 pts) s'affronteront au stade de Dar El-Beida, à l'occasion du premier derby algérois de la saison. Les statistiques sont largement en faveur du "Doyen", qui n'a jamais perdu face au PAC, depuis l'accession de ce dernier parmi l'élite.

L'US Biskra, qui a joué ses deux premiers matchs à la maison, soldés par une victoire face à la JSM Skikda (1-0) et un match nul face au NA Hussein-Dey (0-0), se rendra à l'Est du pays à l'occasion de son premier déplacement pour défier le NC Magma (3 pts), dont le secteur offensif est pour le moment le plus efficace du championnat avec 4 buts en deux rencontres.

Le NA Hussein-Dey (2 pts), aura une belle occasion d'empocher son premier succès,

en accueillant l'AS Aïn M'lila (3 pts), qui a démarré du bon pied en l'emportant à domicile contre le NC Magma (2-1), grâce à un doublé de son attaquant Demane.

De son côté, le RC Relizane (2 pts) aura à coeur d'amorcer son départ, en recevant la JS Saoura (4 pts), dans une mission qui reste difficile pour les joueurs de l'entraîneur Si Tahar Chérif El-Ouezzani, d'autant plus que la formation de Béchar est capable de repartir avec les trois points de la victoire.

L'Olympique Médéa qui a raté son départ en s'inclinant d'entrée face à la JS Saoura (0-1), est appelé à se racheter pour éviter de sombrer dans le doute. Le Champion de la Ligue 2 la saison dernière sera l'hôte du MC Oran (2 pts), tenu en échec lors de la 2e journée à domicile face à la JS Kabylie (0-0).

L'USM Alger (1 point), dont la barre technique a été fortement perturbée en ce début de saison avec déjà deux changements opérés, se rendra à l'Ouest du pays pour défier le WA Tlemcen (1 point), dans ce qui sera le deuxième déplacement de rang pour les Algérois, auteurs d'un match nul le week-end dernier à Béchar face à la JSS (2-2).

Le nouvel entraîneur français Thierry Froger, attendu ce mercredi à Alger, devrait diriger son premier match sur le banc de l'USMA, lui qui avait déjà entraîné le club algérois lors de la saison 2018-2019.

Le WAT, battu le week-end dernier dans le derby de l'Ouest face à l'ASO Chlef (1-0), devra impérativement réagir pour éviter de se compliquer la tâche pour son retour parmi l'élite.

La JSM Skikda, battue lors de la première journée à Biskra (1-0) avant de voir son match en déplacement face au CR Belouizdad reporté, disputera son premier match à domicile face au CABB Arreridj (2 pts). En retrouvant le palier supérieur après 33 ans d'absence, la JSMS espère retrouver la sérénité, face à une équipe du CABBA, capable du meilleur comme du pire.

Enfin, le CS Constantine (2 pts) recevra l'ASO Chlef (3 pts) avec la ferme intention de décrocher la première victoire, en s'appuyant notamment sur sa nouvelle recrue et buteur Mohamed Bentahar, auteur d'un doublé lors du dernier match à Alger face au Paradou AC (2-2)

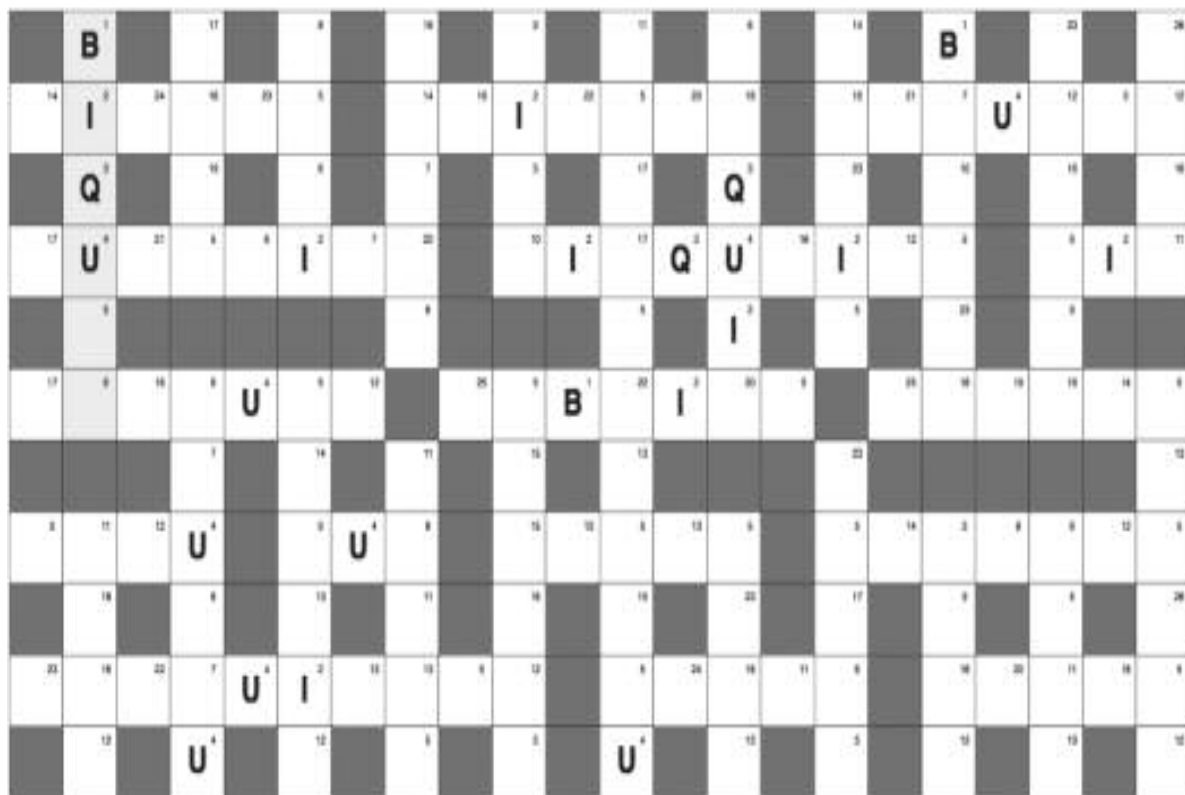
FOOTBALL / LIGUE 1 FRANÇAISE - MONTPELLIER HSC

Delort reprend en solo

L'attaquant international algérien de Montpellier HSC, Andy Delort, qui a été testé positif pour la deuxième fois au coronavirus il y a une semaine, a repris les entraînements mardi, après avoir achevé sa période de quarantaine, selon le club de Ligue 1 française de football. "L'attaquant Andy Delort a repris les entraînements mardi, mais pour un début, il travaille à l'écart du groupe", a précisé la formation héraultaise concernant le champion d'Afrique 2019, déjà auteur de six buts en championnat cette saison. Autre joueur du MHSC à avoir repris les entraînements mardi, le jeune milieu de terrain Joris Chotard, qui bénéficie ainsi de quatre jours de

préparation avant le prochain match chez le RC Lens, prévu samedi à 21 heures. Ce jeune milieu de 19 ans, déjà titularisé trois fois par le coach Michel Der Zakarian en Ligue 1 cette saison, devrait donc pouvoir postuler à une place dans le groupe, qui effectuera le déplacement dans le nord. Delort a été testé positif au Covid-19 deux fois en l'espace de trois mois, et son absence a été un coup dur pour le MHSC, car il fait partie de ses atouts offensifs majeurs. En effet, outre ses six buts, l'Algérien a déjà délivré quatre passes décisives, pesant énormément sur les défenses adverses pendant les précédents matchs.

Mots codés

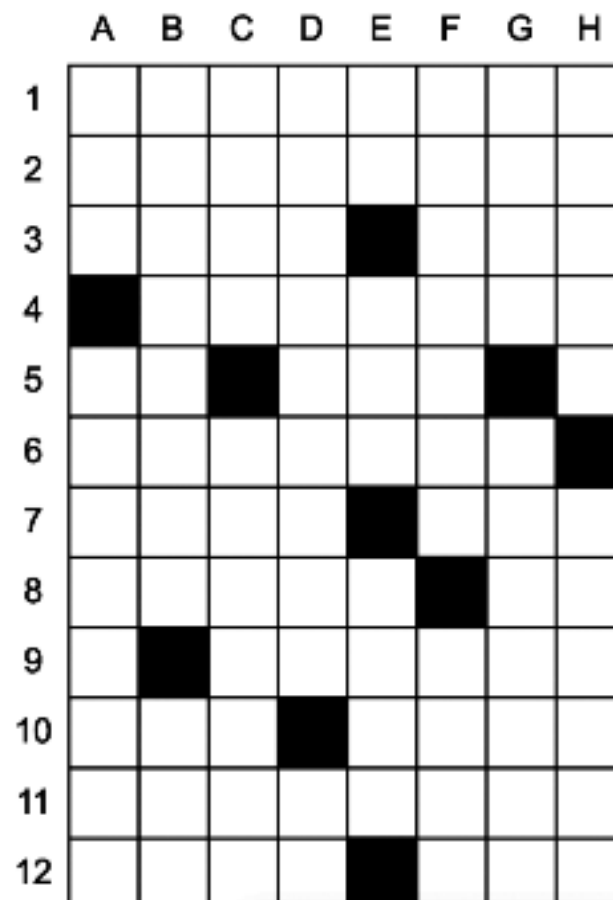


Mots mélangés

ADMETTRE ALTIPOORT
ANGE ARQUE AVARICE
BAVER DOPER
ECHEANT EPERON
EPISSURE EQUIVOQUE
FABRIQUER GLAISIERE
GOMMER GUEPE
HUMER ICEBERG
LIVRER LULU
NEIGEUSE NUDISME
PLUMIER POIVRE
PREVISION
QUARTERON
QUIETUDE
REUSSITE REVEIL
TREFLE VIRUS
ZINZOLIN

L P E E P E Q A E P G N H S A R
N U R P O Q Q U L L E O U D E E
I E L E I E U U A T F R M R C U
L C I U V S M I I R I E E M H Q
O I E G R I S S E V T P R V E I
Z R V B E I S U I T O E O T A R
N A E R E U Q I R D U Q R R N B
I V R R E R S E O E U D U O T A
Z A E R A R G E G N A N E E N F

Mots croisés



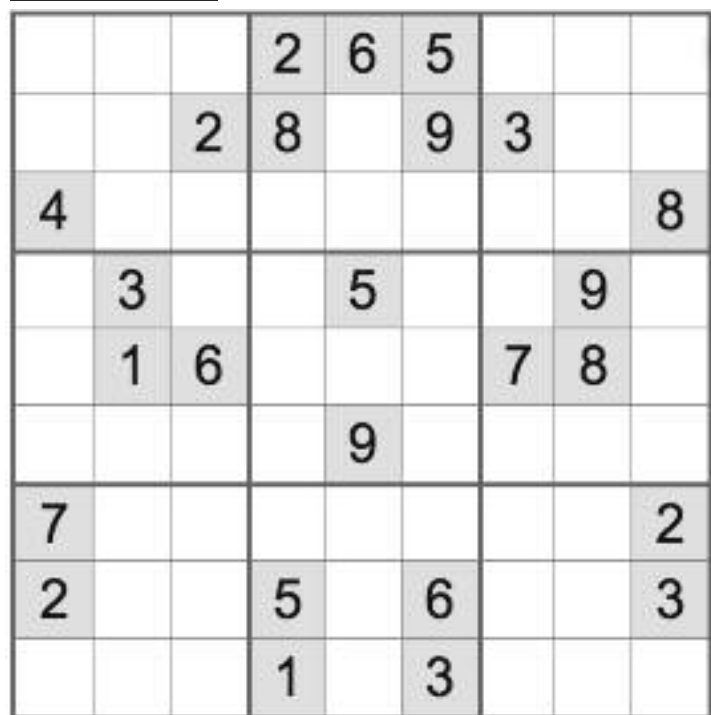
HORIZONTALEMENT :

1. L'adret et l'ubac. 2. L'art de la répétition. 3. Elle a la dent dure. Il est gratté en Iran. 4. Se pratique à la pointe de l'épée. 5. Est moins chargée depuis qu'il y a les autoroutes. Il estime le poids. 6. Séparer par des intervalles. 7. Entièrement dévoué. Qui manque d'arrosage. 8. Garnir de motifs. Préfixe de réunion. 9. Col des Alpes (de l'). 10. Peau de mocassin. Message d'internaute. 11. Mise en bobine.

VERTICALEMENT :

A. Fais un bout de chemin. Changer les institutions. B. Couvrir de fleurs. Elle donne des nouvelles. C. Rayons. On y met du linge. D. Qui s'écartent de la norme. Club de football. E. Peut être admiratif. Station émettrice. Qui a eu son content. F. Textes explicatifs. Celui du figurant est muet. G. Il avance sur des rails. Retrouver une place. H. Fromages blancs en Suisse. Dite par un narrateur.

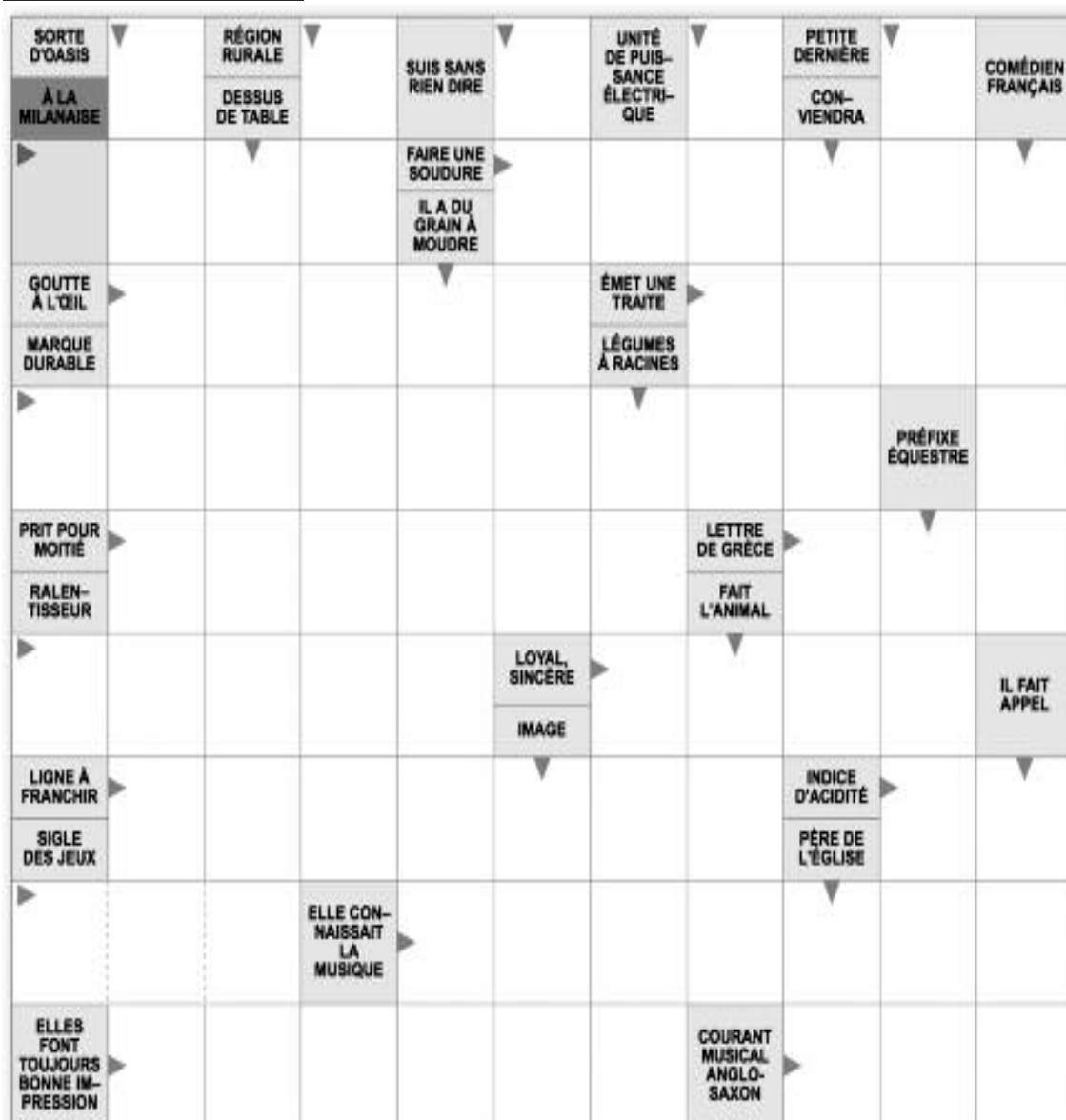
Sudoku



6	4	8	1	2	3	5	7	9
2	9	1	5	7	6	8	4	3
7	5	3	8	4	1	6	2	9
5	2	4	7	9	8	6	3	1
9	1	6	4	3	2	7	8	5
8	3	7	6	5	1	2	9	4
4	6	5	3	1	7	9	2	8
1	7	2	8	4	9	3	5	6
3	8	9	2	6	5	4	1	7

**Solution
sudoku**

Mots fléchés



de l'administration

www.lemondeadm.com



**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails

contactez nous au:



023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Tizi-Ouzou:

L'Apoce et le FNC lancent une application mobile



La lutte contre la corruption sera désormais une affaire aisée. Il suffira de son connecter via le mobile pour dénoncer cet acte délicat. C'est ce qu'a annoncé, hier, le président de l'Organisation APOCE (Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement) et président du Forum national de la citoyenneté (FNC), Mustapha Zebdi qui a fait état d'un projet de lancement d'une application électronique permettant aux citoyens de signaler toute affaire de corruption via leurs Smartphones. L'APOCE et le FNC s'appêtent à lancer, au cours des quelques prochaines semaines, une application électronique au profit des citoyens permettant de soulever leurs préoccupations et doléances", a précisé M. Zebdi en marge d'une rencontre organisée par l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC) au Centre international des conférences (CIC), à l'occasion de la célébration de la journée internationale de lutte contre la corruption. Et d'ajouter que ladite application inclut également "une rubrique consacrée au signalement des affaires de corruption pour les soumettre ensuite aux juridictions compétentes". Elaborée en coordination avec l'ONPLC et les corps de sécurité spécialisés, l'application vise "à répandre le

sentiment de sérénité" parmi les citoyens et surmonter la crainte d'aller signaler directement ces crimes aux organes de sécurité, de même qu'elle permettra "de relever le nombre d'affaires de corruption signalées". Ces signalements "seront triés et soumis directement aux autorités compétentes" pour prendre les mesures nécessaires, a assuré le président de l'APOCE. Dans le même contexte, M. Zebdi a affirmé que « le changement souhaité en matière de lutte contre la corruption a déjà été amorcé grâce à une réelle volonté politique traduite en des mécanismes et organes ayant été activés à cet effet, appelant la société civile à « s'engager dans cette noble démarche », à « élargir sa base et à interagir avec les citoyens pour leur association aux efforts de lutte contre la corruption ». A cet égard, le président du FNC a salué la mise en place du Réseau national pour l'intégrité en tant que mécanisme d'appui à la société civile dans la lutte et la prévention contre la corruption, soulignant qu'il « contribuera à l'implication du citoyen dans l'édification de l'Algérie nouvelle ». Ce réseau qui rassemblera « l'élite de la société civile et les acteurs du domaine de la lutte contre la corruption » contribuera à « former la société civile en matière d'observation des pratiques et affaires de corruption », a-t-il soutenu.

598 nouveaux cas, 508 guérisons et 15 décès ces dernières 24H en Algérie

Cinq cent quatre vingt dix-huit (598) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 508 guérisons et 15 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 90014 dont 598

nouveaux cas, soit 1,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2554 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 58146, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 14 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 16 autres n'ont enregistré aucun cas,

alors que 18 wilayas ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 42 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Antiterrorisme:

BRUXELLES VEUT RENFORCER LE MANDAT D'EUROPOL

BRUXELLES A PROPOSÉ DE RENFORCER LE MANDAT D'EUROPOL, L'AGENCE EUROPÉENNE DE POLICE, POUR LUI PERMETTRE NOTAMMENT D'ÉMETTRE DES ALERTES SUR LES COMBATTANTS ÉTRANGERS, DANS LE CADRE D'UN NOUVEL AGENDA EUROPÉEN DE LUTTE ANTITERRORISTE. Ce programme, qui ne contient pas d'autre nouvelle proposition législative mais aborde un large éventail de sujets, est présenté à la suite des attentats en France et en Autriche, le jour même où Paris détaille son projet de loi controversé contre les séparatismes.

"La récente série d'attentats sur le sol européen est un brusque rappel que le terrorisme reste un danger bien réel", note la Commission européenne.

La menace terroriste provenant ou inspirée par Daech (le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique", ndlr), Al-Qaïda et leurs filiales persiste", note l'exécutif européen, ajoutant que "les menaces des extrémistes violents de droite et de gauche sont en hausse". La Commission européenne a appelé à l'adoption rapide d'un règlement, proposé en 2018, destiné à obtenir de la part des plateformes le retrait dans l'heure des "contenus terroristes en ligne", toujours en négociations entre les eurodéputés et les représentants des

Etats membres. "C'est urgent", a souligné la commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson lors d'une conférence de presse. Elle s'est dite "optimiste" sur les chances de voir les négociations aboutir "avant la fin de l'année. Concernant Europol, l'exécutif européen veut permettre à cette agence destinée à faciliter l'échange de renseignements entre polices nationales, de pouvoir entrer des informations sur des "criminels et suspects", notamment "les combattants terroristes étrangers", dans le Système d'information Schengen, fichier européen commun. Bruxelles veut aussi qu'Europol puisse "coopérer de manière efficace" avec les entreprises privées, en permettant à l'agence de recevoir des données personnelles de la part de ces dernières. "Europol fait un grand travail. Nous leur donnons plus de possibilités pour aller au-delà de leur modèle actuel", a déclaré Margaritis Schinas, vice-président de la Commission chargé de la "promotion du mode de vie européen". La Commission souhaite aussi "accroître l'aide opérationnelle d'Europol au décryptage dans le plein respect du droit européen". Sur cette question sensible de l'accès des enquêteurs aux communications cryptées, l'exécutif européen prévoit de "travailler avec les Etats membres pour identifier de possibles solutions juridiques, opérationnelles et techniques", "en défendant une approche qui à la fois maintient l'efficacité du cryptage en protégeant la vie privée et la sécurité des communications, tout en fournissant une réponse efficace à la criminalité et au terrorisme". "Ce n'est pas une tâche aisée, c'est un équilibre à trouver", a prudemment commenté Ylva Johansson, précisant qu'il s'agissait d'une demande des Etats membres.

LE CORPS SANS VIE DU SEXAGÉNAIRE BELKACEM BOUALI RETROUVÉ SUR LES MONTS AZROU À CHÉLIA



Le cadavre de Belkacem Bouali porté disparu depuis plusieurs jours a été retrouvé mercredi sur les montagnes Azrou dans la commune de Chélia (wilaya de Khenchela) par les éléments de la protection civile, a indiqué la cellule de communication de la direction de wilaya de ce corps constitué. Après quatre jours de recherches ininterrompues, Belkacem Bouali âgé de 66 ans a été retrouvé inanimé puis évacué vers l'établissement public hospitalier de Kaïs où le médecin de garde a constaté le décès en attendant son examen par le médecin légiste, a précisé la même source. La direction de la protection civile a constitué dimanche passé une équipe de 45 agents et 4 officiers qui ont procédé en compagnie des éléments de la gendarmerie nationale, de citoyens et élus des deux communes de Chélia et Taouzia-net à des actions de ratissage dans la région à la recherche de Belkacem Bouali qui, atteint de la maladie d'Alzheimer, avait quitté jeudi le domicile familial dans le village Boukhecha dans la commune de Chélia.

LE CONSEIL DE LA NATION OEUVRE DANS LE CADRE D'UNE "APPROCHE DURABLE" À DÉVELOPPER L'ACTION PARLEMENTAIRE

Le Secrétaire général du Conseil de la nation, Mohamed Drissi Dada, a affirmé, mercredi lors de sa participation à une table ronde organisée par visioconférence sur "les principes communs en matière d'accompagnement des parlements", que le Conseil œuvrait dans le cadre d'une "approche durable" à améliorer et à développer l'action parlementaire. Le Secrétaire général a souligné, lors de son intervention à cette table ronde organisée par l'Union interparlementaire (UIP) en coopération avec le Parlement ougandais, que le Conseil de la nation œuvrait dans le cadre d'une

approche durable à améliorer et développer l'action parlementaire à travers la coopération avec ses partenaires, dont le Programme des Nations unies pour le développement et la Fondation de Westminster pour la démocratie et l'UIP, indique un communiqué du Conseil. Il a expliqué que "l'opération d'évaluation de la performance s'effectue en interne par le biais du rapport annuel présenté par le contrôleur parlementaire à l'instance de coordination, ainsi que le rapport établi par le Secrétaire général tous les six mois et présenté à la même instance, de même que le Conseil est soumis à un contrôle et à une évaluation ex-

ternes par la Cour des comptes". Lors de table ronde, un débat a été organisé pour répondre à une série de questions sur "l'importance du suivi et de l'évaluation des actions des parlements, les principaux indicateurs mesurables pour réaliser les résultats, ainsi que les moyens et méthodes utilisés pour évaluer et mesurer les performances et les parties habilitées à mener l'opération d'évaluation". Dans ce cadre, les participants ont été unanimes que l'objectif de l'évaluation de la performance des parlements est de veiller à édifier une institution efficace et efficiente de la meilleure façon sans perdre de temps et d'argent."